

La revue catholique des idées et des faits

UT SINI UNUM!...

vendredi 29 février 1924

Sommaire :

Nos déceptions d'après-guerre ;

confiance quand même

Le milliard d'économies

Un livre édifiant au XIV^{me} siècle

États-Unis et Europe :

le contraste dans le problème juif

La naïveté dans l'Art

Cardinal Mercier

C^{te} Louis de Lichtervelde

Omer Englebert

Hilaire Belloc

Firmin van den Bosch

Les idées et les faits : Chronique des idées : Monseigneur Ferdinand Lefebvre,
J. Schrygens. — Italie, Louis Picard. — États-Unis. — Russie.

La Semaine

Le gouvernement est renversé sur la question de l'accord économique franco-belge.

La majorité qui a voté non n'est pas une majorité de gouvernement. La portée du vote des socialistes est autre que celle du vote des catholiques qui ont rejeté la convention. Rien n'autorise donc à parler de l'entrée des socialistes dans le cabinet de demain. Toute la partie saine de la population est adverse d'une nouvelle expérience socialiste. La tripartite a coûté trop cher au pays !

Ce n'est plus le moment de reprocher au gouvernement d'avoir lié son sort à celui d'un projet dont d'excellents esprits ne voyaient ni la nécessité ni l'importance.

Le pays demande un gouvernement capable, dans les grandes délibérations qui vont avoir lieu demain, de défendre l'intérêt de la Belgique, non seulement

vis-à-vis de l'Allemagne, mais aussi vis-à-vis de la France comme de l'Angleterre.

On dit que la politique Theunis-Jaspar était à la veille de produire ses plus beaux fruits. S'il en est ainsi, que ces Messieurs sacrifient leur amour-propre sur l'autel de la Patrie, et qu'ils restent !

Que si le Roi est persuadé que d'autres peuvent plus utilement tirer les conclusions des prémisses posées par les vaincus d'hier, que ces autres soient appelés à la barre du navire, mais que l'on fasse vite !

Si la crise, survenant à une heure très critique, devait par sa durée nuire aux intérêts de la nation, la responsabilité en retomberait sur ceux qui ont renversé le Gouvernement sans songer qu'en voulant éviter ce qu'ils estimaient un mal : le traité franco-belge, ils en ont créé un bien plus grand : le gâchis !

Bruxelles : 38, Boulevard Botanique.

(Tél. : 299.45 ; Compte chèque-postal : 48.916)

CHOCOLAT
D
U
C

CHOCOLAT



DU C ANVERS

LA

GRANDE

MARQUE

BELGE

Application générale de l'électricité

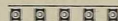
A. CORMOND

LUMIÈRE - FORCE MOTRICE

LUSTRIERIE - ABAT-JOUR

1, Rue de Gravelines, BRUXELLES

PARQUETS

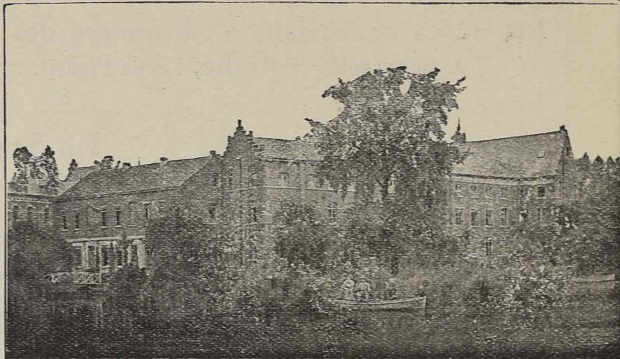


JULES DE WAELE

Rue Saint Hubert
Woluwe St-Pierre

Téléph. : 32194

Institut S^{TE}-ANNE



DIRIGÉ PAR LES

SŒURS DE L'UNION AU SACRÉ-CŒUR

situé dans un coin du pays brabançon

à HOEGAERDE (près Tirlemont)

*au sein d'un vallon choyé par la nature
entouré d'un parc de 7 hectares*

SECTION MÉNAGÈRE SUPÉRIEURE
SECTION DES LANGUES MODERNES

Chaque élève jouit d'une chambre garnie

Prix de la Pension : 1800 francs

Nos déceptions d'après-guerre ; Confiance quand même ⁽¹⁾

I
La Belgique en 1914, et depuis 1918. —

Élan magnifique. — Séries d'amères déceptions

MES BIEN CHERS FRÈRES,

En avons-nous eu des déceptions depuis la guerre !
Nous nous attendions, après quatre années de luttes héroïques à une gloire sans ombre, à des joies sans mélange.

La victoire avait été longtemps plus que problématique : même aux meilleurs jours, elle restait lointaine.

Elle n'en devait être, semblait-il, que plus radieuse, le jour où elle viendrait à nous.

Or, le 11 novembre 1918, ne nous apporta pas la paix ; il nous l'annonçait ; nous ne tenions encore qu'un armistice.

Au premier lendemain de l'invasion, notre écrasement nous avait paru presque fatal.

Tous, cependant, nous étions, à ce moment, dans le transport.

Le Roi, son Gouvernement, la Nation se sacrifiaient dans un élan superbe, sans même calculer l'étendue de nos malheurs en cas d'insuccès. On allait à la mort, on courait au sacrifice. Le devoir était là, l'honneur commandait la résistance : le Belge ne discute pas avec sa conscience.

L'envahisseur nous avait offert la sécurité dans le repos, il nous promettait la réparation des torts qu'il nous aurait faits en passant à travers nos provinces : pas un de nous n'accepta ce plat de lentilles au prix de notre droit d'ainesse.

Nous n'avions que du mépris pour ceux du dehors qui ne savaient même pas, par la pensée, se hausser au niveau de notre patriotisme.

Mes Frères, ne regrettez pas cette heure magnifique de votre premier élan. J'amaï la Belgique ne fut plus belle qu'à ce soir du 4 août 1914.

Quoi qu'il advienne d'elle, l'histoire l'admira : elle la citera en exemple aux générations futures, pour cette minute décisive.

Grande devant le monde, grande devant sa conscience, la Belgique fut grande aussi devant Dieu.

Le Roi l'a affirmé, tandis qu'il nous donnait à tous le signal de la résistance ; c'est en Dieu qu'il nous invitait à placer le meilleur de nos espoirs : « Dieu sera avec nous, disait-il, dans cette juste cause ».

Pourquoi étiez-vous alors si beaux, mes Frères, si grands ? Pourquoi ?

Parce que, sous une impulsion profonde que la grâce de notre Dieu vous mettait au cœur, vous teniez qu'il y a, au-dessus de tout, quelque chose de meilleur que votre intérêt, que le succès immédiat, que votre vie elle-même. Vous ne vous en rendiez peut-être pas compte, mais, en vérité, la civilisation qui a pétri le peuple belge par quinze siècles de christianisme, lui a formé une âme, qui, sous le coup de la persécution ou la menace de l'injustice, rebondira toujours vers l'Éternel et la rejettera dans les bras de Celui qui est « la Voie, la Vérité, et la Vie ».

Il était opportun, je crois, de vous rappeler cette heure solennelle

pour vous préparer à apprécier avec calme les événements dont nous subissons aujourd'hui les dernières répercussions.

Les effets ne se voient bien qu'à la lumière de leurs causes.

Pendant quatre années nous traversâmes des péripéties de craintes et d'espérances.

Lorsque nous vîmes nos braves soldats soutenir, pendant trois longues semaines, avec l'aide d'une brigade de fusiliers marins français, le choc formidable d'un ennemi qui, tout le long de son passage parmi nous, avait jeté nos populations dans l'épouvante, et s'était flatté d'être au bout de quinze jours à Paris et à Calais, les Belges commencèrent à entrevoir pour nos armes des possibilités de succès.

Le recul du Général Joffre jusqu'à proximité de Paris nous tint néanmoins, durant des semaines, haletants d'angoisse.

Heureusement, le miracle de la Marne sonna le réveil des espérances.

Puis, tour à tour, l'entrée en guerre de l'Italie, la défaite de la Russie, l'aide inespérée des États-Unis, une suite ininterrompue de hauts et de bas, de succès et de revers, nous soumièrent à des alternances d'espoir et d'effroi dont vous avez tous gardé l'impression profonde.

Cependant, ici, à l'intérieur, nous vivions sous l'oppression, nous étouffions comme dans un étouffement ; mais, Dieu merci, vos courages ne fléchirent pas. A chaque coup nouveau de la violence de l'oppresser, vous vous redressiez comme le coursier qui se cabre sous la pigûre de l'éperon, et vous attendiez avec une résignation tenace la fin de nos malheurs.

Même, pendant l'été 1918, alors que nous trouvions devant nous la possibilité d'un cinquième hiver qui eût été plus rude encore que les précédents, il me souvient qu'à des malheureux, apparemment à bout de forces et de patience, il n'y avait qu'un mot à dire, celui-ci : « Alors vous croyez que nous n'avons qu'à nous rendre ! » pour faire surgir, comme la détente d'un ressort violemment comprimé, cette protestation : « Ah non ! il faut d'abord qu'on les tienne ! »

Oui, cette patience fut merveilleuse. S'il y eut de la beauté tragique dans l'éclat de votre premier élan, il y eut une majesté sereine, d'un mérite peut-être supérieur, dans votre vertu tranquille de quatre longues années de patriotique endurance.

Ce second trait de notre histoire nationale, je devais aussi vous le rappeler ; il autorisera l'austère langage que j'ai à vous tenir aujourd'hui.

* * *

« Comment en un plomb vil l'or pur s'est-il changé ? » serait-on tenté de dire avec le poète.

On est tenté de le dire, sans doute, mais on se tromperait, je crois, si on le disait.

Reconnaissons-le à la décharge de notre peuple ; ses déceptions furent amères au lendemain de la victoire. Après avoir tant souffert, n'était-il pas naturel qu'il voulût jouir, enfin, de son triomphe ? Il y eut du vertige dans la détente, assurément ; des excès s'allièrent à l'entraînement du plaisir : mais j'ai toujours pensé que le bon Dieu serait miséricordieux pour ces faiblesses momentanées ; j'ai espéré que la partie saine du pays remonterait la pente où il glissait. Et, de fait, il la remonte ; en beaucoup d'endroits, il l'a déjà remontée.

A l'issue de la guerre, nous étions entourés de ruines, c'est vrai ; le sol de la Flandre était incultivable ; de nombreuses usines étaient fermées ou avaient leur matériel détruit : les santés étaient anémiées ; mais nous nous disions que l'Allemagne vaincue solderait nos dégâts, que nous nous relèverions à ses frais. Une ère de prospérité s'ouvrait devant nos populations avides de travail, aspirant à vivre en sécurité

(1) Lettre pastorale de Son Eminence au clergé et aux fidèles de son diocèse.

dans la paix de leurs foyers reconquis. La Belgique escomptait de belles années de fraternité trempées dans le souvenir de nos anciennes épreuves et de lauriers conquis par la coopération de tous.

Le traité de Versailles avait promulgué la chartre de cette page nouvelle de notre histoire.

Hélas ! est-il besoin de vous renouveler le tableau de nos déceptions ?

La vie est quatre fois plus chère qu'avant les années de notre grande épreuve. Le salaire des ouvriers s'est accru dans la même proportion, il est vrai, et même au delà : mais combien parmi eux ont l'esprit de sage économie, gardent leurs petites réserves, s'ils en ont, pour le jour où ils devront s'établir en ménage, ou, s'ils sont chefs de famille, pour assurer l'avenir de leur femme et de leurs enfants ?

La bourgeoisie éprouve ses épargnes. Les employés des administrations, le personnel de l'enseignement, de la magistrature, du clergé, est dans la gêne. La nation a dû prendre à sa charge les réparations économiques, le paiement des dommages de guerre, les pensions de nos combattants, vingt autres charges qui, d'après le droit enregistré à Versailles et souscrit par l'Allemagne, devaient incomber aux vaincus.

Les fortunes sont instables. La devise belge subit des fluctuations troublantes. Les impôts, qui deviennent de plus en plus lourds, suffisent à peine aux nécessités urgentes du Trésor.

Et, tandis que nous sommes les témoins de ce désarroi et que les masses en pâtissent, des audacieux, dont la fortune s'est insolentement accrue sans travail, donnent aux classes laborieuses le scandale d'un luxe qui révolte la pudeur et le deuil des honnêtes gens.

Est-ce à dire que le peuple dépense moins ?

Non. Beaucoup gaspillent en dépenses frivoles, en jouissances stériles, ce qui, conservé en épargnes ou fourni au travail, aiderait au relèvement de notre crédit et à l'affermissement de notre sécurité.

D'où malaise général, sursauts d'indignation et de révolte, critiques acerbes contre l'autorité : on s'agite, on se démène, personne n'est content.

J'ai peut-être tort, mes bien chers Frères, de m'étendre sur cette désolation d'après-guerre : ne fait-elle pas l'objet de vos lamentations quotidiennes ?

Cependant, investi par la divine Providence d'une part de la responsabilité morale de mon pays, je veux regarder en face cette situation qui vous accable, essayer de vous remettre sur la voie qui seule peut conduire à la paix.

Car enfin, l'insécurité est un désordre contraire à l'esprit de l'Évangile. La parole annonciatrice du christianisme tient en ces deux mots : « Gloire à Dieu dans les cieux et paix sur terre aux hommes sur lesquels veille la Bonté divine. »

II

Restons confiants

Est-il raisonnable de s'agiter, comme si la Belgique courait aux abîmes ?

Non, ce n'est pas raisonnable, et surtout ce n'est pas chrétien.

Ce n'est pas raisonnable : ce qui arrive, il fallait le prévoir, il eût fallu s'y attendre, à l'exception, toutefois, d'un événement que nos loyaux Alliés se refusèrent à faire entrer dans leur perspective, lorsqu'ils élaborèrent le Traité de Versailles, et qui devait dérouter les calculs des négociateurs les plus avisés.

Le fait prévisible, c'est l'appauvrissement de l'Europe. La guerre a ravi à l'Europe vingt-cinq millions de travailleurs ; on estime qu'elle a anéanti mille milliards de la fortune publique. Avant que nous revenions à notre situation économique et à notre régime normal d'avant-guerre, il faut que ces bras soient remplacés, que ces désastres soient restaurés.

Le relèvement de la main-d'œuvre demande un renforcement de la population ; celui de nos finances exige de la part des appauvris une diminution de dépenses, un accroissement de richesse moyennant un effort de surproduction.

L'événement imprévisible ou que, dans leur droiture, nos Alliés se sont interdit de faire entrer dans leur prévisions, c'est que l'Allemagne, après avoir donné sa parole et apposé sa signature au traité de paix, renierait une nouvelle fois ses engagements.

Vous me direz peut-être que c'est cela même qu'il eût fallu deviner. Il est aisé, après coup, de prophétiser. Ceux qui se donnent ce rôle acile, qu'eussent-ils dit si le Généralissime de nos armées, poursuivant

les vaincus à travers nos provinces, avait provoqué les effusions de sang, les amoncellements de ruines et de cendres, qu'une folle panique ou une résistance désespérée pouvaient nous amener ?

Quoi qu'il en soit, rien ne sert aujourd'hui de récriminer.

Il est acquis, malheureusement, que, le 11 novembre 1918, la guerre mondiale n'était pas close. Les belligérants avaient déposé les armes, mais l'agresseur qui avait déchainé la tragédie sanglante, ne s'avouait pas battu, il se réservait, à part lui, de prolonger la lutte sur le terrain économique.

Atermoiements, contestations, chicanes de procédure, résistance passive à des revendications nécessaires, rien, de sa part, ne fut négligé pour opposer au droit des vainqueurs une série d'embûches et d'entraves dont seule une patience qui tient du prodige va, sans doute, finalement triompher.

Les vaincus organisèrent eux-mêmes une faillite fictive, ils se sont apparemment ruinés par l'inflation illimitée de leur monnaie, plutôt que de s'acquitter d'une dette justement contractée, et de se résoudre ainsi à un premier geste loyal qui nous eût permis d'aller à eux, généreusement, avec des désirs de pardon et d'oubli.

Ce geste, l'Allemagne l'a refusé à ses vainqueurs, elle l'a refusé à l'Europe, et au monde.

Du coup, elle a arrêté net la restauration des pays dévastés, tandis qu'elle, pour n'avoir connu ni les ravages de ses provinces ni la destruction de son industrie, pouvait se remettre sans trêve au travail, créer des usines nouvelles à plaisir et réformer en secret des richesses dont, sous des noms fictifs, elle plaçait à l'étranger les dépôts.

Ce serait folie de notre part, de nous irriter contre nous-mêmes ou contre les Gouvernements de l'Entente. Ceux-ci peuvent être en divergence sur les moyens les plus habiles de tirer parti de la situation fâcheuse où nous sommes, mais la cause initiale de notre perturbation économique est l'inertie obstinée de nos débiteurs. En faire un grief aux Gouvernements est une injustice, qu'il ne faut pas se permettre même à l'égard de ses amis.

* * *

En attendant que l'Allemagne nous paye, sauvons-nous nous-mêmes.

Tôt ou tard, elle nous payera, je ne puis me résoudre à en douter. Si elle ne s'y décidait pas de bon gré, j'ai confiance que le souvenir des millions de nos héros qui ont donné leur vie pour faire triompher le droit sur l'injustice dicterait aux peuples et à leurs Gouvernements le devoir de contraindre à la soumission les volontés récalcitrantes. Que, par malheur, les détenteurs du droit fléchissent, et les vaincus d'aujourd'hui seront les vainqueurs de demain ; et à quelques médiocres avantages commerciaux, trop avidement convoités, nous aurions sacrifié à la fois nos intérêts de l'avenir, notre indépendance et notre honneur.

A Dieu ne plaise qu'il en soit jamais ainsi !

Puisque nous sommes appauvris, ne mettons pas notre point d'honneur à vivre comme si nous ne l'étions pas. Soyons modestes. Au haut et au bas de l'échelle sociale, réduisons nos dépenses. Supprimons de notre régime, soit d'alimentation, soit d'habillement, tout le superflu.

Pourquoi ne pas bannir de notre table le champagne, les fines liqueurs, les bières alcoolisées importées de l'étranger ? Si nous ne pouvons ou ne voulons pas souscrire aux exigences radicales de l'antialcoolisme complet, pourquoi ne pas réduire au minimum l'usage des boissons même légèrement alcoolisées ? Pourquoi ne pas nous interdire le luxe des fins cigares ?

Pendant les années de guerre, les familles les plus aisées se contentaient d'un plat de viande au repas de midi, beaucoup s'en privaient au repas du soir. Elles s'en félicitaient. Pourquoi ne reprendrions-nous pas ce régime de vie simple ? Ce serait tout profit de temps, d'argent, de santé.

Quelle honte y a-t-il à porter un vêtement propre, usagé, fût-il usé jusqu'à la corde ? N'est-ce pas une aberration de mesurer l'estime que méritent la jeune femme, la jeune fille, à l'importance des sommes qu'elles gaspillent à vanier leurs robes et les colifichets de leur toilette. N'est-il pas insensé, par ces rigueurs d'hiver, de vouloir porter, à tout prix, dans des salons ou dans des ateliers, des bas de soie ? A-t-on remarqué que la Belgique importe annuellement des tissus de soie pour au-delà de 160 millions ?

Nous voici à l'entrée du carême : au nom de l'Évangile, au nom de l'hygiène, au nom des intérêts de la patrie, je supplie mes chers diocésains de pratiquer résolument, sans se soucier du qu'en diront, la simplicité, la pauvreté, la pénitence que Notre Seigneur

Jésus-Christ nous prêche par son exemple et par sa parole, à chaque page de sa vie et de sa doctrine inspirée.

Consommons moins et travaillons davantage : voilà les deux moyens à la disposition de tous, de collaborer à notre relèvement économique.

Je n'entends pas dire par là qu'il faille envier aux ouvriers la faculté qui leur a été accordée de réduire leur temps de travail. Je me réjouis ardemment, au contraire, qu'il leur soit désormais loisible de s'asseoir au foyer de leur famille et de s'y laisser entourer de l'affection de leur femme et de leurs enfants. De tout cœur, je partage leur joie et leur très légitime fierté, lorsque je les vois mieux vêtus, mieux nourris qu'autrefois, lorsque se multiplient les efforts des particuliers ou des administrations pour les mieux loger. L'ascension de l'ouvrier vers une condition où il y ait plus de bien-être est dans les vœux et dans les espérances de l'Église ; vivement nous les partageons.

Mais nous demandons aux ouvriers, aux employés, aux dirigeants, de se dépenser loyalement et avec amour à la tâche quotidienne qui leur est dévolue.

Nous vous demandons surtout à vous qui cédez à la course fébrile aux fortunes de hasard, de garder votre sang-froid et de réfléchir. La spéculation, telle que beaucoup la pratiquent aujourd'hui, à l'aventure, sur le dire d'un inconnu ou d'un conseiller improvisé, est un pur jeu de hasard. En la favorisant, vous vous rendez complices, et vous serez tôt ou tard les dupes de manœuvres dont le résultat le plus net est d'affaiblir notre crédit au profit de financiers sans scrupule et, peut-être, sans patrie.

Le relèvement de la patrie est l'œuvre de tous. Que chacun y prenne sa part.

Ne dites pas : ce que j'économiserai ou produirai, ce que je perdrai ne sera jamais qu'une bagatelle. La richesse collective est la somme ou le produit des fortunes et des épargnes privées.

Le devoir, d'ailleurs, est pour chacun une responsabilité morale personnelle ; sans compter que, quiconque fait son devoir stimule les autres à faire le leur.

Et vous, jeunes gens qui donnez le ton à la mode et aux plaisirs, songez à vos responsabilités.

A cette heure grave de notre vie nationale, n'est-ce pas, pour les hommes consciencieux un sujet de confusion de devoir penser, qu'il en est, parmi vous, dont presque toute l'existence se passe à danser la nuit, à se reposer le jour, sauf à se désennuyer l'après-midi, par une partie de golf ou de tennis, et aux premières heures de la soirée, par un thé dansant ?

Il y a des jeunes gens chrétiens parmi ces désœuvrés. Ne voudront-ils pas se rappeler l'obligation universelle de la loi du travail ? Ne savent-ils pas que, plus ils ont reçu, plus il leur sera redemandé ? Ne pressentent-ils pas que l'heure actuelle est grosse de périls, et que l'on n'insulte pas impunément à la détresse publique ?

* * *

Économisons, mes Frères, simplifions notre régime, travaillons, mais gardons notre calme. Ne doutons pas de l'avenir. Surtout ne vous laissez ni épouvanter par des pronostics pessimistes, ni leurrer par les spéculateurs qui cherchent à exploiter notre infortune et à s'enrichir à nos dépens.

Visiblement, la Belgique ne va pas à la ruine : elle se relève, plus lentement que vous ne le souhaitiez, je le veux, et que vous ne l'aviez espéré, mais sûrement.

Il se dit souvent que les Belges ont la manie du murmure : ils se font un jeu de critiquer toujours et tout le monde, de se critiquer eux-mêmes : ce jeu n'est pas sans péril : il trompe l'opinion.

Que de fois, des années 1921 à 1923, nous avons recueilli des témoignages d'émerveillement de la part d'étrangers qui venaient, en curieux, des États-Unis, du Brésil, de l'Argentine, d'Angleterre et d'ailleurs, visiter nos ruines !

Des ruines ! Mais ils n'en voyaient plus. Tout, disons mieux presque tout, était rebâti : leur curiosité était désappointée, ils se voyaient en face d'un peuple rajeuni, vigoureux, se refaisant des cités plus somptueuses que celles que les obus et les incendies avaient démolies ou réduites en cendres.

Visé, Dinant, Andenne, Aerschot, Louvain, Termonde, sont debout. La Flandre est ressuscitée. L'agriculture est remise en état. Nos industries fonctionnent. Même celles dont les Allemands avaient détruit les engins sont en pleine prospérité. Le trafic du port d'Anvers a accusé, en 1923, le plus haut chiffre qu'il ait jamais atteint. Nos églises sont,

pour la plupart, rendues au culte. Non seulement le chômage, si angoissant pour d'autres nations, a cessé chez nous, mais à côté des édifices restaurés, nous voyons surgir partout, dans la banlieue de nos villes de spacieuses cités ouvrières.

Les écoles sont peuplées. Les institutions d'enseignement moyen surpeuplées. Rien que dans le diocèse de Malines, plus de quarante nouvelles écoles d'enseignement professionnel et d'enseignement agricole ont été inaugurées ; leur population scolaire s'accroît d'année en année. Les cercles d'études se multiplient parmi notre chère jeunesse. Les conférences littéraires ou scientifiques, les expositions d'art se suivent sans relâche. Les Universités sont en pleine efflorescence.

Des organisations considérables pour la protection de l'enfance, pour le développement de l'hygiène, pour enrayer la tuberculose, le cancer et d'autres maladies ; l'ouverture de sanatoria pour tuberculeux, la création d'écoles d'infirmières, l'institution d'orphelins, de colonies scolaires pour enfants débiles ; un élan touchant de fraternité à l'égard des exilés Russes et de leur jeunesse universitaire, à l'égard des petits enfants de Vienne ou de Hongrie auxquels nos familles chrétiennes de la Campine, de Malines, d'Anvers donnent à l'envi une gracieuse hospitalité ; un essor religieux sans précédent en faveur de l'évangélisation des infidèles, au point que, à l'heure présente, notre petite Belgique compte à son honneur le dixième des missionnaires, répandus dans le monde : vraiment, est-ce un peuple en décadence qui donne de pareils symptômes de vitalité ?

Si l'on ne savait, par ailleurs, que le budget de la dette publique est chargé d'une dette annuelle d'environ deux milliards, qui croirait que nous sommes pauvres ?

Et ne dites pas : notre richesse n'est qu'apparente, notre crédit est épuisé. Non, mes Frères, cela même n'est pas vrai.

Je n'ai pas qualité pour vous parler en économiste et me garderai bien de m'y risquer. Mais il suffit d'une observation de bon sens pour enregistrer des faits.

Le fait actuel, c'est que l'Allemagne a été contrainte de cesser sa résistance passive ; qu'épuisée elle-même, elle aspire à revivre. Des experts délégués par toutes les nations intéressées à l'avenir économique de l'Europe et du monde, se mettent d'accord, à l'heure qu'il est, pour résoudre les problèmes des réparations. Ayons la confiance de penser qu'ils ne nous abandonneront pas. Selon toute vraisemblance, nous sommes à la veille du maximum de tension que demande de nous la loi inflexible des événements : restons maîtres de nous-mêmes ; ne facilitons pas, par un manque de discipline, le jeu des spéculateurs qui voudraient renouveler sur nos marchés les opérations traitresses qui leur ont réussi, grâce à la faiblesse ou à la complicité des pouvoirs publics, à Vienne et à Berlin.

Maîtrisons nos nerfs : restons confiants : le dernier mot, dans la guerre économique comme dans la guerre des tranchées, sera aux plus endurants.

Levez les yeux et jetez un coup d'œil sur notre avenir.

Nos exploitations minières du Limbourg, à peine ébauchées, nous fournissent déjà des quantités appréciables de charbon ; leur développement normal fait prévoir, d'ici à une dizaine d'années, un rendement magnifique, que l'on évalue à dix millions de tonnes par an.

La Hollande, notre voisin, dont le sol est moins riche que le nôtre, doit une large part de sa prospérité à l'apport de ses colonies. Notre Congo, dont certains Belges, éternels critiques, ont jadis tant médit, nous ouvre progressivement les trésors insoupçonnés que recouvraient ses brousses, ses forêts vierges, ses montagnes. Ressources agricoles, forestières sans limite, richesses minérales qui dépassent toutes les prévisions, charbon, cuivre, étain, métaux rares, radium, diamant, pierres précieuses : tout cela, nos colons, encouragés par le succès, nos grandes entreprises coloniales commencent à peine à le mettre en valeur.

Et c'est l'heure que vous choisiriez pour jeter le manche après la cognée !

Non, mes Frères, je vous le répète, ce ne serait pas raisonnable. Ce ne serait surtout pas chrétien.

III

Confiance chrétienne en la divine Providence

Le chrétien ne doit jamais se laisser troubler à fond. Jamais il ne peut douter de son Dieu.

Ah ! qu'Il est bon le bon Dieu, disait familièrement une sainte

femme dont le souvenir est vivant en Belgique, la Bienheureuse Julie Billiart, fondatrice des Sœurs de Notre-Dame de Namur.

L'espérance est une vertu théologale, obligatoire comme la foi et la charité.

Elle n'est pas, ainsi que notre langage usuel tendrait à nous le faire croire, une conjecture appuyée sur des probabilités, elle est une certitude.

Son objet, il est vrai, n'est pas le succès tel que la foule l'entrevoit, illusion trompeuse du bonheur, farcie de richesse, d'éclat, de joies étourdissantes. Non. Notre Divin Sauveur ne nous a pas apporté la paix que le monde se flatte de nous donner et qui est toute de surface ; sa paix, à Lui, est profonde, sereine, inébranlable. Elle nous fixe, d'abord, sur notre destinée, dont le terme est au-delà des vicissitudes du temps présent ; elle nous fait porter notre premier regard sur l'Éternel, l'Immobile, la Bonté suprême, laquelle, une fois possédée, est inamissible et qu'il est au pouvoir de chacun de nous, s'il le veut, d'acquiescer, ou mieux, de conquérir.

Saint Augustin, qui avait, plus intensément que personne, connu les ballottements des satisfactions humaines, cherchées étourdiment dans le bruit, dans les rêves de l'imagination, dans les complaisances de l'orgueil, dans l'enivrement de la volupté, écrivait, le jour où, désabusé, il retrouvait en son âme recueillie la vérité essentielle qui est comme l'étoile polaire de toute existence consciente d'elle-même : « Tu nous a faits pour Toi, Seigneur, et notre cœur s'agite et se trouble, tant qu'il ne trouve pas en Toi son repos ».

Dès l'instant où est ancrée dans l'âme cette persuasion que Dieu, le Bien absolu est notre Fin et que toutes les démarches de notre existences ont orientées vers elle, nous tenons la clé du mystère de la vie. Dans le calme de l'espérance, nous faisons voile vers l'éternité. Sûrs de Dieu, de sa bonté, de sa sagesse, de sa toute-puissance, nous sommes en paix. Quoi qu'il advienne, que le ciel soit radieux ou que l'orage gronde au dehors, nous nous tenons tranquilles, serrés dans les bras de notre Père, blottis sur son Cœur, et nous redisons chaque jour, matin et soir, notre même prière : « Père, notre Père, que votre sainte volonté se fasse... Donnez-nous aujourd'hui notre pain quotidien ».

Oh ! qu'il fait bon, mes Frères, rester fidèle, toujours, quand même, à cette sérénité intérieure ! « Oui, dit le Psalmiste, il m'est bon d'être adhérent à mon Dieu, de placer en Lui mon espérance ». « Mihi autem adherere Deo bonum est, ponere in Domino Deo spem meam. » (1).

Mais, n'est-ce pas du fatalisme, cela ?

Au contraire, c'est l'activité pleine, indéfectible.

La devise du chrétien est l'adage : « Aide-toi, le Ciel t'aidera », ou, plus explicitement, elle est la forte parole de saint Ignace de Loyola : « Agis, comme si tout dépendait de toi ; compte sur Dieu, comme si tout dépendait de Lui ».

Dans la Basilique de Saint Paul hors les murs, sur les restes glorieux de l'apôtre qui est par excellence l'incarnation de l'initiative, de l'énergie, de la constance, la piété des fidèles a gravé ces mots qui résumant son apostolat : « Non ego autem, sed gratia Dei mecum », « Pas moi seul, mais la grâce de Dieu avec moi. » (2)

Livré à lui-même, l'homme est exposé à l'inertie ou à la fièvre, à l'enivrement du succès ou aux défaillances du découragement. La virilité chrétienne met à l'abri de ces extrêmes.

Le chrétien uni à Dieu ne se laisse pas ébranler. « Le Seigneur est mon juge, dit-il avec le Psalmiste, je suis sûr que rien ne me manquera... Dussé-je marcher dans la vallée ténébreuse de la mort, je n'aurais peur d'aucun mal, ô mon Dieu, parce que tu es avec moi. » « Dominus regit me et nihil mihi deerit... Nam etsi ambulavero in medio umbræ mortis, non timebo mala, quoniam tu mecum es. » (3)

Si vous aimez Dieu, dit saint Paul, il n'est rien qui ne soit susceptible d'être mis à profit pour votre plus grand bien. « Diligentibus Deum omnia cooperantur in bonum. » (4)

Cependant, dira quelqu'un, la vie n'est-elle pas une « vallée de larmes ? »

Sans aucun doute, en toute vie humaine, il y a une part de souffrance ; et la part faite à l'homme de devoir et au chrétien est d'ordinaire

plus large que celle réservée, en ce monde, à ceux que n'arrête pas le frein de la discipline.

Mais, qu'importe, si la foi transfigure les épreuves et si la Providence nous en délivre après qu'elles nous ont purifiés ! « Certes, dit le Prophète David, il y a des tribulations pour les Justes, il y en a même beaucoup ; mais il n'en est pas une dont le bon Dieu ne les délivre. » « Multæ tribulationes justorum, et de omnibus his liberabit eos Dominus. » (1)

La vie serait-elle plus belle, croyez-vous, si elle n'était que jouissance ? Lorsque vous-mêmes êtes en cause, il se peut qu'une réaction émotive vous cache la valeur morale de votre souffrance. Mais regardez au dehors et jugez. Où est la vraie beauté ? Est-ce chez le désœuvré qui se gorge des épargnes d'autrui ; ou est-ce chez le travailleur qui peine de la tête ou des bras, pour gagner son pain quotidien ? Est-ce dans les tripots où l'on joue, dans les lieux de débauche où toutes les passions se déchâinent ; ou est-ce dans la maison silencieuse où la mère veille son enfant au berceau, dans l'hôpital où la sœur de charité panse un blessé, rafraîchit la couche du tuberculeux ?

Quel est le foyer que, dans le fond de votre cœur, vous admirez le plus : est-ce celui où l'égoïsme a réservé toute la place à un enfant unique, ou est-ce celui où les époux ont vaillamment accepté l'honneur et les charges nombreuses du devoir conjugal, où une éducation à la fois affectueuse et virile prépare au pays une génération forte, capable de peiner et de souffrir ? Ou sera-ce, sinon là, que la nation recrutera ses citoyens actifs, ses soldats, ses savants, son clergé, ses missionnaires ? N'est-ce pas le labeur, c'est-à-dire le travail ardu, l'effort, la peine qui disciplinent les passions, trempent les volontés, forment les caractères ?

Il y a une catégorie de familles, dont l'anxiété est particulièrement émuante. Je fais allusion à nos classes bourgeoises, qui ont vécu jusqu'à présent dans une aisance assurée, abondante peut-être, et qui, soudain, se voient condamnées à se restreindre, à manger leurs dernières épargnes, avec la perspective de ne plus pouvoir « garder leur rang ». L'esprit d'ordre, de travail, de dignité de ces belles familles, une des plus solides assises de l'ordre social, commande l'estime et le respect.

Oserais-je leur dire, cependant, qu'elles auraient tort de trop s'inquiéter ? Supposé qu'elles en viennent à réduire leur budget, à habiller leurs enfants avec moins d'élégance, à recevoir leurs amis et connaissances avec plus de parcimonie, y aurait-il là, vraiment, de quoi tant se chagriner ? Serait-ce un mal ?

Pour les parents, ce serait un serrement de cœur, je le veux, parce qu'il est toujours pénible de déroger à une habitude, d'interrompre une tradition. Mais, pour les enfants, ne serait-ce pas plutôt un bien ? Il n'est pas bon de savoir, quand on a quinze ans, que le travail n'est pas une nécessité. S'il n'est pas nécessaire, il est fort à craindre qu'il n'apparaisse comme facultatif ; et s'il est jugé facultatif, triomphera-t-il des séductions du plaisir ? Chers parents, le meilleur héritage à léguer à vos enfants, ce n'est ni une dot abondante qui n'est pas toujours la garantie d'un mariage heureux, ni un capital qui suffise à assurer l'avenir de vos fils, c'est l'exemple et la loi d'une vie laborieuse, inspiratrice d'initiative et de prévoyance.

Saint Paul le disait si simplement à Timothée et je voudrais vous laisser à tous, chers Parents, son langage pour programme : « C'est un des grands avantages de la piété chrétienne, que de nous apprendre à nous contenter du nécessaire. A notre entrée en ce monde, nous n'avons rien apporté avec nous ; quand nous le quitterons, nous ne pourrions non plus rien emporter, n'est-ce pas ? Alors, dès que nous avons de quoi nous nourrir et nous vêtir, soyons donc contents de notre sort. » « Est autem quaestus magnus pietas cum sufficientia. Nihil enim intulimus in hunc mundum : haud dubium quin nec auferre quid possumus. Habentes autem alimenta, et quibus tegamur his contenti simus. » (2)

Tel est le fruit de mes réflexions, mes bien chers Frères, quand j'en vois parmi vous s'affoler, parce que la richesse personnelle du pays n'a pas été reconstituée assez tôt au gré de leurs désirs, parce que le franc a perdu momentanément de sa valeur internationale. Je vous en supplie, dans votre propre intérêt, dans l'intérêt de la patrie, par respect pour l'Évangile, restez calmes, restez confiants ; souvenez-vous de votre patience en des heures plus critiques que celle-ci ; contrôlez vos dépenses, simplifiez votre vie, ne redoutez pas un appauvris-

(1) Ps. LXXII, 28.

(2) I. Cor. XV, 10.

(3) Ps. XXXII, 1 ; 4.

(4) Rom. VIII, 28.

(1) Ps. XXXIII, 20.

(2) I Tim. VI, 7-8.

sement momentané comme si c'était le malheur suprême, gardez votre foi à la Providence de notre Père Céleste. L'épreuve que nous traversons passera, si nous le voulons, comme a passé la précédente.

Retenez, c'est par là que je termine, retenez la parole de notre Roi Albert, qui veille avec sagesse sur les destinées de notre pays : « Dieu sera avec nous dans cette juste cause. »

† D. J. Card. MERCIER, ARCH. DE MALINES.



Le milliard d'économies

La dernière quinzaine a été marquée par une rude alerte : la livre est montée à 129, plus de cent francs au-dessus du pair. Aux vitrines des agents de change, où l'on s'arrête maintenant pour contempler autre chose que des louis d'or, le public a pu, en lisant les cours des changes, sentir l'appréhension d'une catastrophe financière qui précipiterait le franc au niveau des devises avilies de l'Europe centrale. Pourtant ces journées critiques, si fâcheuses pour l'économie nationale, si angoissantes pour les gouvernants, n'inspirent pas des réflexions pessimistes. Au contraire. La baisse du franc, pour brusque qu'elle ait été, n'a pas déclenché la panique. La bourse, au lieu de poursuivre ce que l'on a justement appelé la hausse de misère, a fait frein et les valeurs étrangères ont pour la plupart rétrogradé tandis que nos fonds d'État, si délaissés ces derniers temps, voyaient revenir les acheteurs. Bientôt la livre et le dollar faisaient, eux aussi, machine en arrière.

* * *

M. Theunis a profité des circonstances pour prononcer un discours financier d'une éloquence sobre et convaincante. Des mots, dira-t-on. Non. Le Premier Ministre, cette fois, a osé envisager devant le Parlement l'hypothèse qu'aucun homme d'État belge ou français n'avait cru pouvoir évoquer publiquement depuis l'armistice : il nous a dit quelle serait la situation du pays si le Boche ne payait plus rien d'autre que les réparations en nature, soit de 3 à 400 millions par an. M. Theunis a conclu, chiffres en main, que même dans cette hypothèse désastreuse la Belgique pourrait se tirer d'affaire et sauver sa devise de l'inflation. Il résulte de ses déclarations qu'un supplément de recettes fiscales de 300 millions environ suffirait pour que la charge entière du budget des dépenses recouvrables puisse peser sur le budget ordinaire. Les rentrées sont plus que satisfaisantes, l'assainissement du budget, poursuivi avec tant de ténacité depuis deux ans, commence à porter ses fruits ; les chemins de fer, érigés en régie autonome, cesseront bientôt de coûter au Trésor. Nous pouvons donc tenir le coup. La seule raison plausible de la défaveur qui s'acharne sur notre monnaie, c'est le déficit chronique du budget des réparations. Le gouvernement, résolu aux mesures héroïques, propose d'y mettre un terme. Non seulement il va incorporer au budget ordinaire toute la charge des emprunts d'après-guerre, mais il compte en outre remanier la loi sur les dommages, et, comme nous l'avons déjà suggéré ici même, mieux proportionner à l'avenir les paiements aux versements effectués par le vaincu.

L'exposé de M. Theunis a été très applaudi à la Chambre et au dehors ; l'accueil eût été meilleur encore si les divergences de vues au sujet de la convention douanière n'avaient refroidi le zèle de certains amis du ministère. Il s'agit maintenant de passer aux actes. M. Theunis annonce un milliard d'économies. Il est clair qu'une compression de l'espace ne va pas sans heurter des intérêts légitimes ni sans compromettre des entreprises utiles. A tous les arguments en faveur du maintien des dépenses déjà acceptées en principe, il n'y a qu'une réponse : la caisse est vide, les moyens de paiement n'existent pas, le crédit public est menacé. Il est impossible, sans risquer le naufrage, de maintenir notre train de vie civil et militaire. Le péril financier est si pressant que tout autre danger est pour l'instant secondaire. Mais est-ce assez de soutenir le gouvernement dans les économies qu'il propose ?

* * *

Non. Et ici le parti catholique — ou plutôt les éléments de ce parti qui sont restés fidèles à la doctrine politique qui lui a valu trente-cinq ans de pouvoir — ont un impérieux devoir à remplir. La restauration de nos finances, condition première de tout effort politique et militaire sérieux, est intimement liée à une réaction générale contre les tendances socialistes qui, par la faiblesse de nos mandataires, ont prévalu trop longtemps dans nos lois et dans toute notre administration. L'économie dans les dépenses n'est réalisable que dans la mesure où le socialisme sera contenu et bridé, tandis que la confiance qui donne le crédit et élargit les bases de la taxation ne reviendra que pour autant qu'on facilitera le développement des affaires et la consolidation des patrimoines. N'est-ce pas un exemple frappant que la stabilisation puis la hausse de la lire italienne obtenues par Mussolini grâce aux mesures que l'on sait ? N'est-il pas curieux de constater que la suppression des droits de succession dans la péninsule a mieux servi les finances romaines que ne l'avait fait la fiscalité soi-disant perfectionnée des législateurs teintés de marxisme ?

Le parti catholique avait jadis une politique financière sagement conservatrice parce que basée sur le respect de la propriété, ce fondement matériel de l'édifice familial. L'instinct d'un peuple resté sain dans son ensemble comme les intérêts directs du plus grand nombre assurent aux défenseurs résolus de l'ordre social plus de popularité qu'on n'ose le croire à première vue. Or la prodigalité et les dépenses absurdes inscrites au programme socialiste supposent soit une fiscalité poussée jusqu'à ses dernières limites et confisquant la liberté, soit le recours pur et simple à la presse à billets, pendant les quelques semaines avant la catastrophe. Dans un pays de petits propriétaires et de petits capitalistes comme le nôtre, qui donc, au fond, voudrait sérieusement détruire ainsi les fortunes et volatiliser, en coupures sans valeur, les milliards si patiemment versés à la Caisse d'Épargne ? Il faut donc marquer hautement notre attachement à la politique financière qui, avant la guerre, a fondé sur des bases solides la prospérité du pays.

* * *

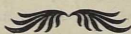
La faillite du socialisme est complète. La guerre a montré que l'idée de patrie n'était pas, comme on l'enseignait à l'extrême-gauche, un préjugé bourgeois ; le marxisme, appliqué en Russie, a créé dans l'ancien empire, la démolition et la mort. En Autriche et en Allemagne il a provoqué, avec la banqueroute, la ruine des institutions parlementaires et

l'appauvrissement des masses. En Belgique, les socialistes qui n'ont point voulu croire au danger de guerre et qui ont systématiquement nié les avantages de la politique coloniale, ont perdu plus qu'ailleurs le droit d'être prophètes ou médecins.

Que les catholiques restent donc eux-mêmes. Une droite conservatrice et décidée à demeurer telle offrirait au ministère ce point d'appui dont il a besoin. La droite seule peut trouver dans le droit naturel chrétien le fondement doctrinal d'une politique qui, respectant le fait de la famille dans la législation civile, dans la législation fiscale et dans la législation ouvrière, sauvegarde la base même de toute prospérité matérielle. Assurément, nul concours étranger ne doit être dédaigné et une politique sage peut trouver sa source dans des inspirations moins hautes; mais pour créer dans les masses la volonté d'un grand effort, il est indispensable qu'un parti puissant s'applique à montrer qu'il a autre chose à proposer que des expédients.

Le milliard d'économies de M. Theunis fournit au parti catholique une excellente occasion de se ressaisir, fût-ce au risque de perdre quelques éléments qui se croient avancés. Les mesures de salut proposées par le financier et l'homme d'affaires puiseraient une force et une efficacité irrésistibles dans l'adhésion énergique d'un groupe qui par système défendrait l'ordre et la propriété. L'heure est venue d'affirmer sans réticences que la restauration du pays ne peut être réalisée que par la politique conservatrice dont tout notre passé a prouvé l'excellence.

C^{te} LOUIS DE LICHTERVELDE.



Un livre édifiant au XIV^{me} siècle

De tous les genres littéraires, le genre édifiant est sans doute le plus légitime et le plus nécessaire.

D'abord, pour les chrétiens empêchés d'assister au sermon, il constitue le moyen d'avoir un sermon à domicile. Un sermon sans le prédicateur : ce n'est pas toujours un inconvénient. Ensuite, il est des sujets qui, développés en chaire, feraient du tort tant aux fidèles qu'aux orateurs : les auditeurs innocents courraient risque d'apprendre ce qu'ils n'ont pas besoin de savoir; et les autres, s'estimant visés, pourraient en vouloir au précheur et tâcher de se venger de lui. Le livre pare à ces divers dangers. Moins accessible aux écoliers que le sermon, il est moins tenu de passer sous silence des conseils et des développements parfois nécessaires à leurs parents. Enfin, pour ceux qui n'ont ni voix ni juridiction de prédicateur, la littérature édifiante est la ressource qui leur permet de dépenser leur zèle et de répandre au loin leur sagesse et leurs conseils.

Au XIV^e siècle, par exemple, tous les hommes apostoliques ayant quelque chose d'utile à dire à leurs frères ne pouvaient point espérer jouer le rôle d'un saint Bernardin de Sienna et, à son exemple, haranguer des milliers de personnes sur les places publiques. Ce n'est pas une petite affaire de rassembler, pour un sermon, des milliers de personnes sur une place publique. Surtout, quand on mène la vie érémitique, comme faisait le Frère Philippe de Lecceto.

Ce moine augustin habitait, aux environs de Sienna, une sorte de Thébaïde, appelée Lecceto, où l'on vivait aussi saintement que jadis, dans le désert, et où plus de miracles s'accomplissaient que partout ailleurs en Italie. L'hagiographe Landucci a composé une liste de

quarante-neuf Bienheureux, tous sortis, assure-t-il, de « l'Ermitage sacré de Lecceto », et ces Bienheureux, une fois morts, faisaient des miracles en si grand nombre, qu'en 1336, le Prieur du couvent dut leur interdire de continuer, tant les foules accouraient à leurs tombeaux et troublaient le recueillement des ermites survivants. Les Bollandistes ont trouvé, paraît-il, un peu à redire aux allégations de l'hagiographe Landucci, mais, si même l'on retranche, de sa liste, quelques miracles et quelques saints, Lecceto n'en reste pas moins un haut lieu mystique où les grâces du ciel et la ferveur des âmes créaient une atmosphère d'une extraordinaire sainteté.

Le Frère Philippe avait pénétré en ce milieu surnaturel le 31 décembre 1353. Sa mère, noble dame siennoise, assez bornée, ressemblait à ces mamans riches, qui excellent à étouffer tout idéal supérieur en l'âme de leurs enfants; et, s'avisant que l'état d'ermite ne pouvait conduire à rien, elle essaya souvent d'en aller retirer son fils. Mais, celui-ci ne sortit pas de la retraite où il trouvait le bonheur et il y vécut, tantôt comme inférieur, tantôt comme prieur, toujours exemplairement, jusqu'en 1422, date de sa mort.

Il avait plus de soixante ans quand il commença de rédiger ses *Assemblés* (« ou Exemples »), dont M. Alexandre Masseron entretint jadis les abonnés de la *Revue Catholique* et qu'il vient d'étudier longuement dans un beau livre intitulé : *Les « Exemples » d'un ermite siennois* (1).

Comme vous devez l'avoir compris, lecteur, Frère Philippe écrivait parce qu'il manquait d'occasion de prêcher. Son recueil est de la prédication écrite. Il ne se mettait pas en peine des règles du beau style, d'abord, parce que, peut-être, il les ignorait, et, ensuite, parce que son but était de produire du bien plutôt que des sentiments d'admiration en ses lecteurs. Il n'avait pas non plus pour objectif de montrer sa science théologique ou de faire voir comme il avait bien profité de ses études philosophiques. Aussi, pas de dissertations au-dessous de la portée des simples. Il se préoccupe seulement d'attirer les âmes à la vertu et d'effrayer les pécheurs. Dans ce dessein, il recourt à des « exemples »; il raconte des histoires où la vertu trouve toujours sa récompense et le péché, son châtiement. Certains allégeront peut-être que c'est là de l'éloquence à bon marché. On pourra leur répondre par les paroles de saint Bernardin de Sienna : « Les argumentations subtiles n'ont pas prise sur les laïcs », même quand ceux-ci font mine de les comprendre. « A la science des Écritures, il faut joindre des exemples encourageants, récréatifs et cependant édifiants. Les apprentis qui blâment ce mode de prédication ne soupçonnent pas les fruits qu'il peut produire : quant à nous, nous l'avons expérimenté » et savons à quoi nous en tenir.

M. Alexandre Masseron, qui a étudié la question, semble garder des doutes sur l'authenticité de certains récits de l'ermite de Lecceto. Mais, pour ma part, les fictions imaginées par les romanciers modernes m'en imposent encore moins, et, à mérite historique égal, je préfère les narrations édifiantes de Frère Philippe. Celles-là, du moins, sont belles, touchantes, pures, inclinant au bien et à l'amour de Dieu. Au reste, l'ermite siennois se prétend en possession de la bonne méthode historique; il cite ses sources, il a fait des enquêtes, il a couru aux renseignements, et, sur beaucoup d'historiens de nos jours, il possède l'avantage de croire aux miracles et d'intéresser le lecteur.

* * *

Le Frère Philippe de Lecceto n'était pas de ces gens vétilleux qui coupent les cheveux en quatre et n'arrivent jamais à mettre sur pied quelque bonne et utile synthèse. Il avait l'œil simplificateur des hommes d'action. L'humanité, pour lui, comporte deux sortes de gens : les bons et les méchants. Ces derniers ont pour chef et inspirateur Satan; les autres reconnaissent la très douce royauté de la Vierge Marie.

Celui qui aime la Sainte Vierge peut dormir tranquille; pour peu qu'il la prie et reste accessible à la pitié, son affaire est bonne et son salut presque assuré. Rédemptoristes, franciscains, jésuites, capucins, tous les prédicateurs l'ont dit et redit, mais non pas tous avec le charme du pieux ermite siennois.

Il y avait, raconte-t-il à peu près (2), un jeune siennois parfaitement dévoyé qui courait le monde à la tête d'une cinquantaine de brigands comme lui. S'il eût conservé tout ce que ses nombreux meurtres et

(1) ALEXANDRE MASSERON, *Les « Exemples » d'un ermite siennois*. Paris, Perrin, 1924.

(2) Ce récit et les suivants, je les arrange un peu, mais en tâchant de ne rien ôter de leur beauté.

vols lui avait rapporté, il aurait été riche. Mais, il jouait, il perdait, et c'était toujours à recommencer. Cependant, quand il avait de quoi, il se montrait charitable envers les pauvres. Un autre bon côté de sa nature, c'est qu'il respectait, et même, à l'occasion, qu'il défendait les femmes. Enfin, il aurait pu être pire qu'il n'était. J'y ajouterai qu'il entendait la messe quand il le pouvait commodément, et qu'il n'oubliait point ses prières.

De cela, Dieu voulut le récompenser. Il est dit, en effet, dans l'Écriture, que si aucun mal ne reste impuni, aucun bien ne reste non plus sans récompense, et, dans saint Augustin, que jamais homme charitable ne s'est perdu.

Donc, il arriva, par la permission de Dieu que ce bandit reçut à la jambe une blessure. Cette blessure se mit à suinter, les nerfs se contractèrent, et, comme il n'en guérissait pas, il dut retourner chez lui. Mais, là non plus, ni médecins ni médecines ne purent apporter remède à son mal.

Or, un soir qu'il était dans sa chambre, il commença à s'attrister fortement de se voir ainsi languir et traîner, lui, autrefois si fort et de robuste constitution.

Alors, levant les yeux vers l'image de la Vierge, un grand repentir lui vint au cœur, et il se mit à pleurer et à dire à Marie : « Très douce Mère de Dieu, je sais bien que j'ai mérité l'Enfer et encore pis ; cependant, comme tu es mère de miséricorde et avocate des pécheurs et que ton rôle est de mendier grâce pour nous auprès de ton Fils, obtiens-moi, si c'est son bon plaisir, d'être délivré de cette maladie, et je te promets de me corriger et de ne jamais refaire ce triste métier. »

Il pria de la sorte une grosse heure, puis, il s'endormit, et, quand, le lendemain matin, il se réveilla, il trouva ses nerfs détendus, il put marcher sans béquilles, et, peu de jours après, la plaie était fermée, et lui, complètement guéri. Ensuite, il se confessa et changea complètement de vie.

Ce Siennois était un enfant de Marie ; aussi, n'aurait-il pu mal tourner semble conclure Frère Philippe.

Mais, tous n'en sont pas là. Il est des Siennois et des Siennaises d'une autre sorte, qui vivent sous le joug du démon, pêchent tant qu'ils peuvent et courent tout droit en enfer. Tout ermite qu'il est, notre ermite connaît ce qui se passe, et il ne faut pas lui demander de se taire devant de tels débordements. Il parlera, du moins, il écrira !

Certains péchés le mettent particulièrement en fureur, tels : l'immoralité des femmes fardées, les vols des usuiers ; la sorcellerie et le blasphème.

Ce n'est pas seulement des châtiments éternels qu'il menace les chrétiennes immodestes, c'est de la colère et du bâton de leur mari, et, pour sa part, il applaudirait sans réserve à la célèbre apostrophe de saint Bernardin : « O frère Gourdin, ô frère Bâton, venez, venez punir le péché de ces femmes qui montrent qu'elles sont ou qu'elles veulent être des courtisanes ! »

Le péché suffit déjà à l'irriter ; mais, une fois, comme ici, compliqué de sottise, le péché met notre ermite hors de ses gonds. Il pousse alors aux voix de fait, il devient séducteur et prêche le soulèvement des maïs. Voici, dit-il « deux exemples moraux, placés ici pour que les bons époux qui craignent Dieu sachent en quelle façon ils doivent châtier et corriger leurs femmes quand elles se fardent et se barbouillent le visage ».

Que firent donc ces deux « bons époux » dont l'exemple devrait être par tous les autres suivi ?

M. Masseron résume l'histoire en ces termes : « L'un d'eux était à Sienne, « un très vénérable marchand ». Sa femme se peignait outrageusement. Les remontrances n'y faisaient rien : « Je veux », disait cet honnête homme, « te voir avec le visage que Dieu t'a fait et non avec celui que te fait faire le diable ». Autant en emportait la brise de Toscane ! La dame se moquait ouvertement de son seigneur et maître : qui alors jugea bon de passer des paroles aux actes. Un jour que, bien et dûment coloriée, elle s'appretait à sortir pour aller au sermon, il s'avança vers elle de l'air le plus tendre, lui passa pour l'embrasser la main gauche autour du cou, et, de la droite, saisit dans sa ceinture un beau morceau de toile neuve, grossière, rugueuse, pleine de chènevottes ; et sur les joues fardées, au lieu de baisers, il mit une friction énergique : jusqu'au sang inclusivement. La dame en fut, pour plusieurs jours, obligée de garder la maison. Et sur la promesse que, si elle récidivait, le traitement récidiverait, elle se corrigea ».

L'autre mari mélangeait l'ironie à ses propos, mais, pas plus que le premier, il n'aimait à faire rire de lui et à payer des frais superflus d'embellissement de sa femme.

Cette dame, donc, « tenait à se peindre ; et elle ne céda pas à la

rigueur du dilemme où son époux essayait de la renfermer : ou c'est pour me plaire que tu te fardes, et je t'en dispense ; ou c'est pour plaire à d'autres, et gare à toi ! Cet argument était irréfutable, mais n'avait aucun succès : la logique ne dirige point exclusivement les actions des femmes. . . Le mari changea de manière. Une après-midi de dimanche, comme son épouse, tous fards dehors, s'appretait à aller faire une visite, il l'attendit au bas de l'escalier, fit mine de l'embrasser et, délicatement, lui posa sur les joues les paumes de ses mains. Le traître les avait d'abord proménées sur les revers de la poêle et la dame exhiba, dans les rues de Sienne, deux emplâtres d'un noir authentique. Elle en rougit mais, cette fois, ce fut par l'effet de la nature. Son mari tira la morale de l'histoire et lui promit, à la prochaine récidive, l'intervention de « frère Bâton » sous une forme quelconque : « Dans ma maison, conclut-il, je veux qu'il y ait la figure de Dieu et de la Vierge Marie et des autres saints, et non celle du diable. Et elle, entendant quelle était l'intention de son mari, qui était un jeune homme d'actes plus que de paroles, jamais plus ne se farda ».

Voilà ce qui arrive quand on se farde, semble dire le saint ermite. Voilà, du moins, ce qui devrait toujours arriver à son avis.

Et quand on ne se farde pas ?

Alors le bon Dieu est content. Et le Frère Philippe connaît, entre autres histoires, celle « d'une bonne jeune femme qui, parce qu'elle avait refusé de se farder, vit ensuite dans l'Hostie consacrée, la figure de l'Enfant-Jésus toute resplendissante. »

Les arguments surnaturels ne lui font, cependant, pas négliger ceux qu'on peut tirer de la médecine, et il rapporte l'exemple d'une femme qui, s'étant trop serré la taille, éclata en plein dîner, le jour de son mariage. Pareille mort le fait éclater lui-même de rire et il s'écrie plein d'une ardeur féroce :

« Dieu veuille qu'il en arrive autant à toutes les autres femmes, qui mettent tous leurs soins à se farder et à orner leurs maudits corps pouris ; qui nourrissent leurs chairs putrides pour les vers et leur âme pour les diables ; qui sont la cause continuellement de la damnation de nombreuses âmes ; et dont les âmes misérables sont chargées d'autant de péchés qu'elles en font commettre à autrui. »

Les religieux indignes ne sont pas négligés par l'ermite de Leceto. Il leur dédie la quarante-deuxième de ses soixante-deux histoires, celle du Frère Malalengua. L'on avait ainsi surnommé ce moine, à cause de ses continuelles médisances. Mais, si le gaillard avait mauvaise langue, il avait bon gosier et « buvait du vin pur comme un bœuf boit de l'eau. » Il mourut, finalement, possédé.

Les usuiers, les sorciers et les blasphémateurs, eux aussi, finissent par rencontrer le démon plus tôt qu'ils ne voudraient. L'ermite a recueilli divers témoignages probants à ce sujet. Et lorsqu'on enterre telles sortes de gens en lieu béni, les diables viennent organiser, dans les cimetières, des chahuts nocturnes qui obligent d'enfourer ces damnés ailleurs.

Toutefois, le Frère Philippe de Leceto conte, parfois, des récits moins lugubres, et, pour finir, j'en rapporterai un qui semble tiré des Fioretti. Il est à la louange du Frère Bandino qui excellait en recueillement et obéissance, et il prouve clairement que l'on ne perd jamais rien — pas même son âme — à s'en remettre à la divine Providence.

Le dit Frère Bandino, au temps de midi qui est celui de la sieste et du silence, vit un voleur entrer dans le couvent, délier l'âne de la communauté et l'emmena avec soi. Plutôt que de se mettre à crier, à réveiller les moines et troubler ainsi la paix du monastère, il préféra se rendre à la chapelle et là, prier Dieu pour que ce voleur fût touché de repentir. Sa prière fut exaucée. Car, arrivé à la lisière du bois, voilà que l'âne ne voulut plus avancer, comme s'il avait été un âne de pierre fiché en terre. Ce que voyant et craignant d'être rejoint, le voleur tenta de s'enfuir seul, mais il ne put. Il lui semblait que l'air faisait mur et que, jamais plus, il n'avancerait. Alors, saisi de contrition, il promit à Dieu et à la Vierge Marie que s'il parvenait à bouger, ce serait pour retourner en arrière, ramener l'âne au couvent, faire pénitence et changer de conduite. Ce vœu était à peine formulé que l'âne, de lui-même, se mit à rebrousser chemin, suivi, d'ailleurs, par notre voleur délivré qui vint restituer le baudet au dit Frère Bandino. N'allez pas croire que celui-ci lui garda rigueur de son péché. Au contraire, il lui remit une bonne amône, lui donna toutes sortes de bons conseils, et le voleur, en s'en allant, jura bien qu'il ne les oublierait de sa vie.

À s'être plongé quelques heures dans les belles histoires édifiantes du Frère Philippe, l'on est un peu comme ce voleur repentant, tout animé de confiance et rempli de bons desirs.

États-Unis et Europe

Le contraste dans le problème juif (1)

La candeur de la société américaine — et c'est un de ses traits distinctifs — se manifeste dans sa façon de traiter le grand problème que le monde entier discute aujourd'hui et qui augmente d'importance chaque jour : le problème des malentendus entre la race juive et ceux parmi lesquels les Juifs vivent.

Comme on pouvait s'y attendre dans une société où toutes les questions publiques sont librement discutées, où le gouvernement n'est pas aux mains d'une coterie secrète, où tous s'attendent, comme à l'exercice d'un droit, à administrer un jour la chose publique, le problème juif est devenu en Amérique un sujet de discussion et d'attention publiques.

Ici, en Europe, si le problème n'est plus tenu sous terre, il n'est discuté par les journaux que bien timidement. En conversation il prend, il est vrai, une place de plus en plus grande ; mais la parole imprimée — dont nous nous servons pour communiquer entre nous dans notre monde moderne — l'exprime à un degré beaucoup moindre.

En cette question le vieil *humbug* « libéral » du milieu du XIX^e siècle nous influence encore grandement. Mais il n'affecte pas du tout les Américains. Les raisons d'ordre commercial qui commandent le silence : la crainte pour les journaux de perdre la source de revenus dérivant des annonces, les affectent aussi bien que nous, mais à un degré moindre. Et c'est à peine si les raisons d'ordre personnel : crainte de la puissance juive et respect de ce qui est « reçu », affectent les Américains. Habités à dire ce qu'ils pensent, il n'y a jamais eu chez eux, au contraire de ce qui a lieu chez nous, de convention sociale ou de « tabou » interdisant toute discussion du problème. Le problème juif est discuté en Amérique ouvertement et publiquement avec autant d'ardeur et de sincère émotion qu'il l'est en Angleterre en secret et portes closes ; c'est là un sujet d'intérêt général ; tous les esprits s'y intéressent ardemment, et les suites de ce nouvel intérêt (car il est d'origine récente) ne peuvent être que considérables.

J'estime qu'au cours des premières cent années et plus de l'indépendance rationnelle américaine le problème juif n'avait aucun caractère aigu. Aux Américains comme aux nations très civilisées de l'Europe Occidentale : aux Français, aux Anglais, aux Espagnols, aux Italiens, les Juifs ne se présentaient que comme un groupement petit et, en général, riche ; et chez eux comme chez nous a persisté longtemps l'opinion hypocrite ou illusoire qui prétendait que le Juif se définissait par sa religion, non par sa race. Chez eux comme chez nous, une doctrine forte et généreuse qui favorise toute minorité souffrant de l'antipathie de la majorité, avait grande influence et engendrait une patience qui tenait de la vertu. Je crains bien que cette vertu n'ait pas toujours été pratiquée en faveur de minorités vraiment impopulaires, telles que les Mormons

(1) Notre collaborateur et ami, M. Hilaire Belloc a publié tout récemment sous le titre *The Contrast*, un livre sur les États-Unis dont plusieurs chapitres intéressent grandement nos lecteurs. M. Belloc a fait dans sa jeunesse de longs séjours aux États-Unis. Il y est retourné pour quelques mois, l'année dernière, après vingt-trois ans, et en est revenu plus convaincu que jamais que le Nouveau Monde est totalement étranger à l'Ancien.

en Amérique ou les Irlandais en Grand-Bretagne ; toutefois, un vague idéal de tolérance (non défini et dès lors capricieux en pratique) non seulement protégeait mais de fait soutenait la petite colonie juive dans le nouveau monde.

Tout cela a changé durant le dernier quart de siècle, et changé grandement au cours des cinq dernières années. Une de ces migrations mystérieuses qu'entreprend de temps en temps la race juive, pareille à celle qui les mena par hordes au sanctuaire de la Pologne médiévale, ou à celle qui plus tôt en avait amené des myriades dans la vallée du Rhin — poussa ce peuple infortuné et déraciné à chercher un abri aux États-Unis.

Et alors, comme il arrive chaque fois qu'un groupe important de Juifs paraît soudainement dans une communauté, le problème juif s'est posé dans toute son intensité. Aujourd'hui les Juifs forment près d'un tiers de la ville de New-York. Ils menacent — du moins on le dit — d'occuper une place prédominante dans certaines des Universités Américaines. Ils ont beaucoup d'empire sur la presse ; plus encore sur les finances ; ils en ont dans une certaine mesure sur les politiciens de profession : ce n'est pas un empire complet comme en Angleterre, mais pourtant un empire qui grandit.

L'Américain, qui est le plus nationaliste des hommes modernes (ce qui n'est pas peu dire !), réagit violemment contre tout cela ; conséquence : c'est avec violence que le problème juif est discuté dans tous les États du Nord-Est, c'est avec une attention permanente et intense qu'il l'est ailleurs. Le problème juif a au moins autant d'importance dans le New-York d'aujourd'hui qu'en avait à Paris, au XIX^e siècle, la question du suffrage, ou à Manchester et à Londres, à la même époque, la question du protectionnisme et du libre-échange.

Je parie que rien n'étonne davantage l'Anglais moyen arrivant aujourd'hui aux États-Unis, lorsqu'il entame, sans le connaître, une conversation avec quelque Américain, moyen aussi, rencontré au cours de ses voyages — que cette préoccupation générale qui a pour objet le nouveau problème des immigrés Juifs.

Avant de pouvoir comprendre cet état de choses quelque peu surprenant et, je le crains, troublant, nous devons lui trouver un parallèle en Europe ; et ici encore, comme pour d'autres cas, on peut trouver un parallèle éloigné en France, mais dans aucun autre État de l'Europe.

Posons d'abord la question au point de vue négatif. Aux États-Unis point d'attitude à l'égard du problème juif comme celle qu'on trouve en Europe à l'Est de l'Elbe. La nouvelle affluence juive, énorme à New-York et inquiétante dans certaines autres villes de l'Est, n'a pourtant pas affecté numériquement le gros de la population. Les Juifs n'y sont pas assez nombreux (comme ils le sont en Roumanie, en Pologne, en Lithuanie, en Ukraine et même dans certaines parties de l'Allemagne) pour influer sur le ton de la population et pousser toute la communauté des « gentils » à s'organiser pour la défense. On ne trouve cela qu'à New-York, et là encore l'organisation de défense ne fait que commencer. Il n'y a pas seulement que le nombre des Juifs comparé à la population totale est peu élevé en Amérique, il y a encore cette habitude américaine du « flux », c'est-à-dire d'êtres humains passant perpétuellement d'une place dans une autre et qui fait que ce congestionnement de Juifs dans une ville de l'Est devient moins formidable qu'il ne l'eût été autrement. « En ce moment la pression est forte », dit-on, « mais l'élément nouveau va s'étendre » (jamais on ne dit : va être absorbé) ; et l'on dit encore :

« Nous avons vu bien d'autres flots d'immigrés, et toujours ils ont fini par s'étendre sur toute notre communauté ». Si je ne me trompe les juifs constituent aujourd'hui moins de 3 % de la communauté américaine, bien moins donc qu'en Pologne, un peu plus seulement que dans les États allemands. L'irritation intense que peuvent attester tous ceux qui viennent en Amérique est causée plutôt par ce « congestionnement » dans un petit nombre de villes que par le pourcentage de juifs sur la population totale.

Il faut encore se rendre nettement compte que le problème juif en Amérique n'est en aucune façon parallèle au même problème en Angleterre. Il est absolument essentiel de s'en rendre compte, car presque tous nos hommes politiques se trompent à cet égard et leur erreur entraîne l'écroulement de toute leur politique. Beaucoup d'entre eux, en venant en Amérique, commencent par s'arrêter dans la maison de quelque banquier juif, ne se doutant pas qu'ils enlèvent ainsi toute chance de trouver le moindre écho en faisant appel à l'opinion américaine. Dans un cas très connu, un politicien de profession anglais accomplit une espèce de marche triomphale à travers le Ghetto New-Yorkais, du débarcadère à l'hôtel de ville ; et tout cela fut religieusement noté par nos journaux comme une expression de l'opinion américaine. Le mélange des juifs et des riches familles dirigeantes qui a pris en Angleterre tant d'ampleur qu'il caractérise aujourd'hui toute la société anglaise, est totalement inconnu aux États-Unis. Dans les collèges d'Oxford et de Cambridge, dans les grands clubs, les régiments « chic », les écoles publiques, tous les groupements riches d'Angleterre, le juif a aujourd'hui sa place reçue et honorée. Une certaine proportion de juifs est devenue un objet de nécessité pour toutes ces corporations et en général pour la classe dirigeante d'Angleterre. Mais aux États-Unis la situation du juif est différente. C'est avec difficulté qu'il entre dans les grands clubs américains ; il n'a pas accès dans la plupart ; on a peu recours à son talent pour le travail d'état-major à l'armée ; il n'a pas de vraie position civique du tout. Dans les grandes familles anglaises, les mariages avec des juifs sont devenus une chose si commune ou même si nécessaire que, comme je l'ai dit, presque toutes ont maintenant du sang juif dans les veines. Les grandes familles américaines (s'il est permis d'appliquer ce terme à un peuple si égalitaire ; je veux dire les vieilles familles du Midi, les familles vieilles de deux siècles, hollandaises et anglaises, familles de la côte Est) sont vierges de toute trace juive et seraient indignées si on supposait à n'importe laquelle d'entre elles la moindre goutte de sang juif.

Enfin, jamais il n'y eut en Amérique d'alliance politique comparable à la vieille alliance politique entre l'État anglais au point de vue de ses relations extérieures ou étrangères, et les intérêts financiers juifs. Les Américains ignorent tout de ces actions combinées typiques comme l'emprunt Rothschild et l'occupation de l'Égypte.

D'autre part, jamais il n'y eut aux États-Unis de conflit actif entre la race juive et ses hôtes dans le genre de ceux qui caractérisent l'histoire de presque tous les groupements d'Europe. Les Espagnols, après des siècles d'une demi-alliance, devinrent persécuteurs ; les anglais, après avoir violemment expulsé tous les juifs de leurs rivages, ont conclu avec eux une alliance ; les Polonais, après avoir servi de « cité de refuge » à tous les juifs persécutés de la Chrétienté, devinrent les victimes de leur propre générosité et en souffrent, très manifestement, aujourd'hui. En Amérique pas de tradition historique de cette sorte. Jusqu'à ce jour il n'y a pas eu de conflit avec

le juif ; les frottements sont chose toute nouvelle. Aussi n'en sont-ils que plus intenses et tout à la fois plus naïfs et plus « crus ». Il y a là un danger, car l'Américain ignore ce que nous n'ignorons pas dans la vieille Europe, à savoir qu'on ne peut traiter brutalement ce terrible problème. Il ne sait pas comme nous que ce problème commence toujours par paraître insignifiant, puis devient inquiétant et finit par devenir fébrile. C'est là pour lui une nouveauté venue tout à fait subitement et que, selon son habitude, il aborde de front.

* * *

Et ainsi nous en arrivons au côté positif. Il y a en Amérique je ne sais combien d'hôtels qui se refusent à recevoir des juifs. Et, comme je l'ai déjà dit, les portes des principaux clubs leur sont fermées ; et les universités, notamment celle d'Harvard, ont ouvertement organisé un système de défense contre l'invasion de nouveaux étudiants juifs. Chose significative entres toutes, malgré l'importance de la réclame, pour la presse moderne, malgré l'importance de la finance dans la production moderne, nous avons eu l'épisode significatif de M. Henry Ford.

Ce fabricant très compétent, cet homme certainement honnête, découvrit, alors qu'il était déjà d'un âge avancé et au milieu de sa carrière, qu'il existait un problème juif. Les juifs s'étaient attaqués à son commerce en vertu du principe général : faire baisser le prix d'un article et puis l'acheter à bon marché. Il se battit vaillamment et vainquit ; mais il ne se contenta pas — comme la majorité l'eût fait — de vaincre sur son propre terrain ; il porta la guerre chez l'ennemi. En quoi tous doivent le respecter, je pense, car il fit preuve de ténacité, de courage et de clarté dans ses idées. Apparemment M. Henry Ford s'était dit à lui-même :

1) « Ces gens-là vont revenir à la rescousse ; il ne suffit pas de repousser une attaque : il faut poursuivre sa victoire ».

2) « J'ai découvert un danger public que je suis décidé à démasquer ». Sur quoi M. Henry Ford commença une campagne contre la puissance juive dans le *Dearborn Independent*. Ce fut, et c'est resté, une bataille à laquelle une minorité seule prit part. Rien de pareil en Europe. Le système de défense contre l'agression juive sur le continent Européen est intellectuel et moral. Aucun homme très riche n'a osé jusqu'à présent y prendre part. En Amérique et entre les mains de M. Ford ce système de défense prit un caractère financier. Un homme très riche y a engagé une bataille pour défendre son propre peuple.

Bien que l'action de M. Ford ne forme qu'une partie de tout le mouvement, la communauté juive aux États-Unis, vu le caractère direct et intense de l'offensive Ford, s'est décidée à exagérer son importance proportionnelle. C'est, en effet, une arme défensive très forte d'attirer l'attention publique sur son adversaire le plus actif, et peut-être le plus exagéré, et de faire oublier de la sorte tous les aspects de la lutte. On essaya de représenter M. Ford comme un isolé, un déséquilibré sans partisans. Pareille tentative n'a pas réussi non seulement aux États-Unis, mais aussi auprès de tous les étrangers qui visitent les États-Unis. Et aujourd'hui il est tout à fait clair que l'Américain moyen est troublé par les frottements qui se produisent — et qui augmentent — entre son peuple et la nation juive.

Mais puisqu'il en est ainsi, quelle est donc la force qui jusqu'à présent a empêché des troubles ? Ici se présente le parallèle français. La force qui a empêché jusqu'à présent des

troubles (je ne dis pas qu'il en sera toujours ainsi, car les Américains ont une façon spéciale d'agir et ne s'attardent pas trop à discuter) est le caractère sacré d'une doctrine spécifique : l'existence en Amérique de quelque chose comme une religion civile. En France le juif a été protégé par un *Credo* politique très répandu parmi les Français, une collection de dogmes tirée des grands Encyclopédistes du XVIII^e siècle et réalisée par les soldats de la Révolution les armes à la main. Ces dogmes affirmaient que tous les hommes étaient citoyens de l'univers et qu'à cette règle il n'y avait pas d'exception. Une fois admis comme citoyen, un homme pouvait exprimer telle opinion qu'il voulait, et avait droit à être protégé aussi longtemps qu'il obéissait à la loi publique. Il pouvait appartenir à n'importe quelle race existant sous la calotte des cieux, noire, jaune ou blanche, aussi longtemps qu'il était reconnu citoyen français, il avait droit à autant de protection et à autant de droits que tout autre.

Le même dogme civique influence la mentalité américaine ; c'est là un des innombrables points sur lesquels les grands stoïques du XVIII^e siècle ont été les pères spirituels de la race républicaine chez les Français comme chez les Américains. Avec une telle doctrine rien à faire contre le Juif, le Nègre, le Chinois ou n'importe quel autre étranger. On peut lui refuser l'entrée, mais une fois qu'il a été admis dans la cité, tout le reste vient par surcroît.

Alors qu'en France cette doctrine-là prévaut sur toutes les autres, en Amérique c'est le sentiment populaire qui souvent domine ; et voilà pourquoi d'aucuns ont pensé que les malentendus entre la race juive et ses hôtes se traduiraient par des actes de violence en Amérique plus tôt que dans toute autre partie du monde. Voilà pourquoi certains croient que cette tension toujours croissante aboutirait à une explosion aux États-Unis plus tôt qu'ailleurs.

Mais pour moi je n'en suis pas si sûr. Je ne prétends pas parler au nom d'un pays que j'aime, qui m'a comblé de bienfaits de toutes sortes, dont la sincérité me remplit d'admiration mais auquel je suis étranger. Toutefois, jugeant cette question en étranger, je dirais que rien ne sera entrepris en Amérique contre le Juif. Il pourra y avoir des lois contre lui : et ici j'emploie le mot *contre* dans le sens de lois d'exception. Il pourra y avoir des explosions anti-juives accidentelles, mais je ne m'attends pas (c'est là un jugement personnel) à un mouvement contre les juifs pareil à celui qui s'est produit contre les Mormons ; ni à des soulèvements d'un caractère général dans le genre de ceux qui se sont produits contre les menaces de destruction à l'adresse de la Société. Je crois qu'en somme les choses marcheront de façon pacifique. Nous ne verrons plus les absurdités de naguère : on ne prétendra plus qu'un juif n'est pas juif, ni que sa présence n'a aucune importance pour la république ; cela ni moi, ni personne ne pouvons le croire. Le problème sera probablement résolu, comme il doit l'être, en paix et par des lois spéciales. On fait déjà un grand effort pour empêcher un nouveau développement de l'immigration ; un certain succès a déjà été obtenu, et jusqu'ici il n'y a eu ni injustice, ni action déraisonnable.

En résumé je puis dire qu'étranger, j'ai des États-Unis si bonne opinion que je crois qu'on y trouvera une solution pareille à celle que nous devrions nous-mêmes trouver en Europe : admission loyale de l'existence d'un problème juif ; respect et même — pour ceux d'entre nous qui la ressentent — affection pour le peuple juif ; résolution de ne permettre aucun acte de démeure pouvant bouleverser l'arrangement — le dit

arrangement prenant cette forme : reconnaissance d'une communauté juive séparée, résidant parmi ses hôtes à des conditions nettement définies. Nous en sommes encore loin, mais la chose est possible, et nous devons espérer qu'elle se fera, car l'alternative est une tragédie.

HILAIRE BELLOC.



La naïveté dans l'Art

J'ai passé les heures mystiques de la soirée de Noël en compagnie de deux livres, venus, vers mon exil, des lointains de la Patrie : *Les Cinq petits Mystères* (1) de Henri Davignon et *Le Soleil sur le village* (2) de M. Camille Melloy.

Ces deux livres, qui relèvent de formes d'art différentes, s'apparentent par une identité d'inspiration qui pose, devant la réflexion, le problème de la naïveté dans l'art.

N'est pas naïf qui veut. Il s'agit là, comme pour la foi, d'un don qu'il faut mériter d'abord et savoir garder ensuite. Et le plein épanouissement de ce don, sa floraison en pétales de beauté, exigent une ambiance propice : la fraîcheur d'aube de la jeunesse ou la douceur enveloppante de la vie familiale. Qu'il ne soit pas possible de remplacer la simplicité par l'artifice ou par la rouerie, rien ne le prouve mieux que la faillite de la statuaire et de l'imagerie religieuse — du temps où d'habiles industriels, empruntant facilement aux primitifs leur âme ingénue, caricaturaient ignominieusement le Moyen Âge ; cette comédie de la candeur déshonora, pendant toute une génération, les murs de nos églises et les pages de nos livres de prières !

Et, dans le domaine poétique, les contrefaçons de la naïveté ne furent pas moins odieuses. Vaine reste unique — parce que, seul, il reconquit son âme première dans le second baptême du repentir !

J'imagine fort bien comment vint à Henri Davignon l'idée de ses cinq petits mystères. C'est dans le calme vespéral de son cabinet d'études, à l'intime lueur des bûches du foyer, une tendre affection penchée sur son épaule et tandis que venait, de la chambre voisine, en un rythme régulier, la respiration de ses enfants endormis. Rien en ce moment, ne survivait plus, en lui, du romancier, chercheur et démenteur de complications psychologiques. L'âme du père de famille s'est faite le « double » de l'âme de ses enfants. Ce sont ces âmes, ces âmes neuves et angéliques, qui subissent l'emprise suave et émouvante, des doux ou tragiques mystères : Bethléem, le Calvaire, le Chemin d'Emmaüs. Ce sont ces âmes qui sentent, qui parlent, qui agissent avec la plus délicate spontanéité et une sorte de trébuchement dans la pensée et le verbe infiniment touchante. L'Évangile ainsi filtré à travers des intelligences et des sensibilités d'amour revêt la beauté prenante d'une prière en action. Et ces petits héros de la comtesse de Ségur réalisent un théâtre sans ficelles et où règne l'atmosphère dévotionnelle d'un oratoire.

Dans *Les Cinq petits Mystères*, l'artiste, chez Henri Davignon, s'est effacé devant le père — et l'Art n'y a rien perdu !

* * *

Je ne connais pas M. Camille Melloy ; il appartient sans doute à ce groupe de la *Jeunesse Nouvelle* à qui les hommes de ma génération — qui, comme seul reliquat de leur lointaine jeunesse, ont gardé la passion des Lettres catholiques — se doivent de sourire avec complaisance. Car ces adolescents généreux, enthousiastes et fiers servent, développent et magnifient une tradition que leurs aînés eurent à cœur de dégager des brumes de l'indifférence et des entraves de la routine.

Comme Henri Davignon, pour écrire *Les Cinq petits Mystères*, retrouva le « don d'enfance », M. Camille Melloy, dans *Le Soleil sur le village*, révèle cette chose rare que j'appellerai le « don de jeunesse ». A la

(1) Desclée-De Brouwer et C^{ie}, Lille-Bruges.

(2) Éditions de la « Jeunesse Nouvelle ».

lecture de ce livre harmonieux, frais et vraiment jeune, je me suis rappelé, il y a près de quinze ans déjà, les débuts du cher Pierre Nothomb et toute la joie que nous donna *L'Arc-en-ciel*. J'écrivais alors dans *Durendal* — et si je me répète, c'est que mon appréciation du talent de Nothomb s'applique entièrement au talent de M. Camille Melloy : « Préférons, aux minables jardiniers du péché, les jeunes hommes qui, le front ceint du myrte d'un grand idéal, profèrent, devant Dieu, devant la création et devant l'amour, une âme droite, fière et infiniment mélodieuse. Autant que d'autres, ces poètes ont le souri de la perfection verbale, et aucune des effusions lyriques ne leur est étrangère, parce qu'aucune ne leur est interdite ; mais leurs regards n'ont jamais fait rougir personne et leur chant s'apparie à des chants immortels ! »

Le trait caractéristique d'une semblable poésie — et que je retrouve dans les poèmes de M. Camille Melloy — est peut-être bien la qualité des images, leur nouveauté prime-sautière. Il y a, épars, dans ces vers, un peu de l'âme de saint François d'Assise et aussi de l'âme de Guido Gezelle. Et la nature nous parle avec une sincérité si directe, sans tout le brillant factice que la littérature ajoute volontiers à l'impression qui nous vient des choses :

*Frère, que ton jardin, sous l'azur de juillet,
Déborde de lis blancs, de roses et d'œillets
Dont la suave odeur de très loin se devine,
Afin que le soir triste y vienne s'apaiser
Et que s'y plaise aussi l'aube dont les baisers
Ont la couleur de l'églantine.*

Yeux de poète dont aucun trouble morbide n'intercepte la claire et blanche vision ! Et aussi âme de poète qui ne transpose dans le chant que des rêves qu'elle peut accueillir sans se diminuer elle-même ! Il y a dans le lyrisme de M. Camille Melloy, un accent rare de fierté morale et, devant les mystères de l'amour, une ardeur contenue, voilée de pudeur, du charme le plus captivant :

*Car mon rêve se fanerait
Au baiser des lèvres mortelles
Et j'emporterais mon secret
Dans les extases éternelles.*

Le propre de telles âmes, qui dédaignent pour leur art, les ressources poétiques de la banale aventure, est que le sentiment, chez elles, s'élargit en fraternité... C'est la voix même de la solidarité chrétienne qui s'exhale, en quelles notes émouvantes, dans la Prière pour les poètes et dans la Prière pour l'ami égaré :

*Jésus, ramène à toi le cœur de mon ami
Dans la lourde torpeur des péchés endormi.*

*Fais lui trouver amers les fruits auxquels il mord.
Et donne au vin qu'il boit une aigreur de remords.*

*O Père, je l'attends, cet ineffable jour
Où le terrassera le tout-puissant Amour,*

*Où se pourront mêler, dans une sainte ivresse,
Ses pleurs de repentir et mes pleurs d'allégresse !*

Je ne crois pas me tromper : un poète nous est né, un poète religieux, un poète naturaliste, un poète qui, d'un geste de vénération exalté et pur, offre à la Beauté le « don de jeunesse » !

Je m'arrête. Dans la transparence tiède de la nuit d'Orient, les cloches convient à la messe de Minuit. Bénissons Dieu qu'il y ait encore, dans nos Lettres catholiques, des artistes qui puissent, sans discordance, mêler leurs voix aux voix des bergers qui chantent l'Hosanna autour de l'étable de la Nativité.

FIRMIN VAN DEN BOSCH.

Les idées et les faits

Chronique des Idées

Monseigneur Ferdinand Lefebvre

Le distingué prêtre qui s'est éteint à Louvain, le 15 février dernier, a porté avec honneur ce nom, cher à l'Université catholique, de Ferdinand Lefebvre, sur lequel son père, professeur renommé de thérapeutique et écrivain de marque, jeta le rayon d'une double illustration, à la fois scientifique et littéraire. Sa famille est originaire de ce petit village du Condroz namurois, Ohey, qui fut aussi le berceau ou la résidence d'autres maîtres réputés de l'Alma Mater, Mgr Lamy et les de Monge.

Mais c'est à Namur, où le docteur Lefebvre s'était d'abord établi, que Ferdinand, son aîné, appartient par sa naissance (1848) et c'est au diocèse de Malines qu'il fut donné, à l'âge de six ans, par son diocèse d'origine, lorsque le jeune praticien fut appelé à la Faculté de médecine, dès 1854.

Après de brillantes humanités au Collège des Joséphites dans la ville universitaire, après avoir suivi avec succès à Malines les cours de philosophie et de théologie, ordonné prêtre en 1870, bachelier en théologie de Louvain où son état de santé ne lui permit pas de pousser plus loin les études supérieures, il fut chargé, en 1872, d'enseigner la philosophie à l'Institut St-Louis, à Bruxelles.

Voilà désormais son chemin tracé, la mission qui lui est échu et qu'il envisagera toujours comme un haut apostolat intellectuel, il est voué à l'enseignement supérieur auquel il consacra toutes ses forces pendant une carrière de trente-deux ans. De 1872 à 1879, à Bruxelles, où il fit ses premières armes, conquit d'emblée un réel ascendant et attira sur lui l'attention bienveillante de ses supérieurs, puis de 1879 à 1914, à l'Université de Louvain, où il fut le premier

titulaire du cours de philosophie, destiné aux élèves de la Faculté des sciences, pour y professer la Logique, la Psychologie et la Morale.

Il fut dans l'exercice de cette tâche particulièrement délicate et même ingrate, un professeur expert et dévoué, adaptant ses leçons avec habileté à la mentalité des jeunes gens, que l'attrait, voire l'engouement scientifique prévenait aisément contre les spéculations de la pensée pure, sachant leur doser ce qu'ils en pouvaient supporter, consciencieux d'ailleurs jusqu'à la sévérité, et réussissant, en dépit des difficultés, à soumettre ses élèves à cette vigoureuse discipline de l'intelligence, à cette solide formation sans laquelle la culture des sciences risquerait de se confiner dans un empirisme stérile et à se fermer les horizons supérieurs. Les cours autographiés du professeur de Louvain attestent leur clarté d'exposition, leur rigoureuse ordonnance, le tact pédagogique, le respect de la tradition plus que le souci d'innover, la fidélité aux thèses capitales du thomisme et la préoccupation constante de les confronter avec les systèmes modernes en y intégrant l'acquis de la science.

Mgr Lefebvre n'était pas certes de ces esprits hardis qui se frayent des voies nouvelles et marquent leur sillon dans la philosophie. A défaut d'originalité puissante, il eut le mérite, et il n'est pas mince, de dispenser une doctrine sûre, éprouvée, de bon aloi, toujours mise au point et judicieusement formative.

Pendant une dizaine d'années, de 1903 à 1914, Mgr Lefebvre cumula pour les mêmes auditeurs, l'enseignement de la philosophie et celui de la religion. Il y brilla par les mêmes qualités de limpidité et de précision dans l'exposé doctrinal, de solidité et de vigueur dans la démonstration.

Cette sagesse intellectuelle, cette sobriété du savoir, ce parfait équilibre de la raison le firent particulièrement goûter par son élève princier, le futur roi Albert, dont il fut pendant plus de deux ans, le maître à penser, si je puis dire, en lui inculquant les principes de la

Logique, de la Psychologie et de la Morale. J'ai ouï dire que ces leçons spécialement rédigées à son intention, avec un soin extrême, intéressaient si vivement le jeune prince, qu'il ne consentit jamais à en sacrifier une seule, réclamant au besoin un ajournement en cas d'empêchement. Et il advint parfois que survenait au cours un auguste visiteur : c'était Léopold II lui-même désireux de se rendre compte des progrès de son neveu.

Le Roi s'est délicatement souvenu de son ancien maître, il a tenu à témoigner lui-même par une lettre de condoléances adressée au frère du défunt, M. Paul Lefebvre, commissaire de l'arrondissement de Liège, de ses sentiments de profonde et inaltérable gratitude.

Des honneurs ecclésiastiques et civils n'avaient pas tardé à souligner le mérite de celui qui servit si bien l'Église et la Patrie : à la mozette de chanoine dans le chapitre métropolitain (1882) s'ajouta la dignité de Prélat en 1897, à l'étoile de Commandeur de l'Ordre de Léopold, la croix civique de première classe.

Parallèlement à ses fonctions académiques et jusqu'à ce que l'épuisement de ses forces le contraignit à descendre de sa chaire, en 1914, pendant le long espace d'une trentaine d'années, avec une régularité, une ponctualité, un dévouement qui ne connut pas de relâche, Mgr Lefebvre avait assumé bénévolement un ministère extrêmement varié à l'Institut des Sœurs de Sainte-Marie, rue de la Fraternité, à Bruxelles. Petit enfant, il avait connu ces excellentes religieuses à l'école gardienne de leur Maison-Mère à Namur ; professeur à Saint-Louis, il les retrouva dans la capitale et désormais il leur prodigua toutes les marques de l'attachement le plus désintéressé. Chaque samedi le vit revenir à son cours d'apologétique, au confessionnal, à la visite des classes, aux réunions de groupes au parler ; il ne discontinua pas de stimuler tous les progrès, de faire bénéficier les maîtresses de son expérience, d'entraîner les élèves dans la voie de la perfection, d'aviver la flamme de toutes les générosités. Que de vocations doivent à sa haute prudence leur orientation ! Que d'âmes il a soutenues parmi les épreuves de la vie, longtemps encore après la sortie du pensionnat, par sa fidèle correspondance !

Et telle fut sa délicatesse de procédés, il sut joindre à la vivacité du zèle une telle discrétion qu'exerçant cette activité féconde pendant tant d'années, sous des supérieurs différents, en marge des fonctions des titulaires réguliers, jamais il n'offusqua personne, gagna la confiance universelle sans porter nul ombrage et fut jusqu'à la fin entouré par toute la communauté d'autant de considération respectueuse que d'affection.

Malgré ces travaux acceptés en surcharge de son professorat, Mgr Lefebvre, aussi longtemps que sa santé fut florissante, se livra encore à la prédication avec un incontestable succès. Il ne demandait rien à l'improvisation, il demandait tout à une préparation approfondie, à la méditation et à la prière. Il parut avec distinction dans les principales chaires du pays, et partout sa parole discrète, élégante, onctueuse, mais qui n'échappait point à quelque monotonie du débit, laissa l'impression d'un homme de Dieu mettant un talent de choix au service des âmes.

L'écrivain ne fut certes pas inférieur chez lui à l'orateur et il avait recueilli bonne part dans l'héritage littéraire de l'auteur justement célèbre des *Lettres posthumes d'un médecin*. Mais le second Ferdinand Lefebvre était un modeste jusqu'à la timidité et il ne prit la plume, une plume finement taillée, que sous la pression des circonstances. Il n'a publié, je pense, que quatre brochures : *La Révolution et la Philosophie*, discours de rentrée à la Faculté de Saint-Louis, prononcé le 8 octobre 1873, une *Notice sur la vie et les travaux de Félix Nève*, parue d'abord dans l'Annuaire de l'Université en 1893, l'Allocution pour le cinquantième de la Maison des Sœurs de Sainte-Marie, sous le titre : *Souvenir*, en 1905 ; et, enfin, en 1907, *l'Éloge de Mgr Cartuyvels*.

Le premier discours est une œuvre de jeunesse où quelque pompe redondante n'étouffe pas l'essor oratoire, la Notice sur Félix Nève est écrite dans la langue pure et châtiée des meilleurs mémoires académiques, l'Allocution est une effusion lyrique d'enthousiasme tempérée par un goût sûr, l'Éloge de Mgr Cartuyvels, enfin, n'est pas loin d'être un chef d'œuvre. Dans ces soixante-sept pages, le merveilleux portraitiste a fait revivre son héros tout entier.

Il est là, palpitant, vibrant encore, dans l'incomparable rayonnement de sa séduisante physionomie, avec son prestigieux talent d'artiste de la parole, le plus fameux qu'ait connu la Belgique, avec sa nature expansive et fastueuse, avec sa beauté d'âme candide et enthousiaste, avec sa verve éblouissante de causeur et son recueillement extatique de prêtre à l'autel, avec son amour passionné pour la jeunesse estudiantine, ses adieux déchirants à l'Alma Mater, sa re-

traite douloureuse dans sa stalle de chanoine à Liège, sa mort sublime de sérénité. Le style de cet Éloge prend tous les tons, vif, nuancé, ardent, éloquent, toujours harmonieux et voisin de la perfection.

Ce style peint à souhait l'homme que fut Mgr Lefebvre. Esprit juste, de formation classique, d'une rare pénétration, d'une étonnante finesse psychologique, force contenue, cœur d'or qui cultiva toutes les délicatesses, une modestie charmante, une urbanité exquise, poussant jusqu'au scrupule la crainte d'offenser le prochain, toujours prêt à oblier, sachant se donner corps et âme avec un absolu désintéressement. Le prêtre était de qualité supérieure, animé dans toutes ses démarches par un esprit de foi transcendante, imprégné d'une piété forte et suave, étonnamment régulière et constante.

Admis à l'éméritat en 1914, la guerre, le sac de Louvain, son expulsion qui en fut la suite, lui portèrent un coup dont il ne put se relever. On peut dire que depuis lors, il languit et tourna ses pensées vers l'éternité. Quelques mois avant sa fin, la Providence lui ménagea la faveur d'être consolé et assisté par son frère, le R. P. Maurice Lefebvre, religieux de la Congrégation de Schent que l'obéissance avait ramené de sa mission de Mongolie.

Sans aucune exagération, on peut dire que sa mort fut celle d'un saint. Il accueillit avec une soumission parfaite les souffrances purificatrices, se disposa au suprême sacrifice comme à sa dernière messe, avec une angélique ferveur et rendit l'âme dans un acte d'abandon total et de généreuse oblation.

J. SCHYRGENS.



ITALIE

Indésirable

Papini a été récemment invité par la *Columbia University* à donner une série de conférences religieuses, philosophiques et littéraires. L'annonce de la prochaine venue du fougueux écrivain et célèbre converti fit sensation à New-York. Le nombre incalculable d'éclectiques qui composent là-bas la classe dite intellectuelle trépignaient d'impatience d'entendre l'auteur du *Crépuscule des philosophes* et des *Vingt-quatre cerveaux*. Mais une coterie protestante se démène pour frustrer cette curiosité. Et elle fait partir d'Italie protestations et réclamations.

Le docteur Nicolas Murray Buttler (celui même que nous connaissons et auquel tous les amis de Louvain ont voué une profonde reconnaissance), recteur de la *Columbia University*, a donc reçu, entre autres, une lettre de l'*Associazione italiana dei Ministri* le mettant en garde contre les inconvénients de la tournée Papini.

Cette *Associazione dei Ministri* n'est évidemment point un syndicat d'anciens ministres du royaume d'Italie, bien que celui-ci, au temps qu'il était encore parlementaire, en faisait, comme tous ses pareils, une consommation effrénée, mais un club de ministres du culte, de pasteurs protestants, parmi lesquels un certain nombre de prêtres catholiques détroqués. Ces messieurs sont indignés à la pensée que Papini serait reçu avec honneur par les Américains. Dans son *Dictionnaire de l'homme sauvage*, ne dit-il pas pis que pendre de la patrie du dollar ? Papini, en effet, n'est pas tendre pour le capitalisme en général et pour le capitalisme américain en particulier. Il en veut à mort à toute civilisation imprégnée de matérialisme. Ajoutez à cela que son langage est volontairement excessif et qu'un écrivain a rarement lancé ses pavés dans toutes les mares avec une telle insouciance de ce que cela peut faire aux grenouilles et aux spectateurs.

Vous-même, en feuilletant son *Dictionnaire*, le trouveriez souvent injuste. Par exemple, comment ne seriez-vous pas dépité en lisant comme définition de la Belgique, les deux citations suivantes :

« *Belgio.*

« *En Belgique, il n'y a que deux partis : les ivrognes et les catholiques.* »

DUMORIEZ.

« *Le Belge est singe, mais il est mollusque. Un prodigieuse étourderie, une étonnante lourdeur. Il est facile de l'opprimer, comme l'histoire le constate ; il est presque impossible de l'écraser.* »

BAUDELAIRE.

Boutade de sauvages et non pas article de dictionnaire. L'Association italienne des pasteurs aura beau jeu, lorsqu'elle apprendra que Papini est invité à la tribune des Grandes Conférences Catholiques,

d'écrire à M. l'abbé van den Hout ou à M. Jaspar, que la Belgique ne peut pas recevoir comme un hôte de marque l'auteur du *Dictionnaire de l'homme sauvage*.

Voulez-vous, pendant que nous avons en main ce gros premier volume du *Dictionnaire de Papini*, un autre exemple de sa désinvolture ?

« Barrès Maurice (1862).

« *Lisible écrivain français, ayant plus de nervosité que de nerf. Est plus poseur que penseur. A inventé la mignardise de l'énergie, ainsi que le... vice solitaire intellectuel dit culte du moi ; mais après, s'est converti au culte des morts, soit qu'il ait découvert, en scrutant son moi, l'ombre de ses ancêtres, soit qu'il ait reconnu en lui-même un mort avant la lettre. Il défend les églises sans être catholique et invoque la tradition en restant républicain.*

« *Dernièrement, ne sachant plus quels poissons pêcher, il écrit un roman quasi oriental et proclama la religiosité de Renan.* »

Cependant, Papini sait louer le talent et le mérite qui lui agréent.

« Belloc Hilaire (1870).

« *Ecrivain catholique anglais, le meilleur écrivain catholique, avec Chesterton, que possède l'Angleterre.*

« *Voici les titres de quelques-uns de ses ouvrages...* »

Le saint curé d'Ars occupe plus de place dans le *Dictionnaire de l'homme sauvage* que les gloires humaines les plus éclatantes. Papini, après avoir caractérisé, comme il sait le faire, le genre d'héroïsme et d'apostolat du saint curé, cite longuement, avec délices et admiration, des passages, choisis parmi les plus savoureux, de ses sermons tels que les a recueillis l'abbé Monin. Et il clôt son article par cette phrase :

« *Le petit livre d'où nous avons tiré ces merveilles spirituelles est intitulé : L'âme du Curé d'Ars ; et on peut le mettre à côté des Quatre Evangiles.* »

Mais revenons à nos moutons. Nous prétendons que les sévérités et les excentricités de Papini ne sont pas un motif pour lui fermer les ports américains, comme on les interdit à tout émigré d'Europe, dès que le chiffre légal des étrangers recevables a été atteint. Et les ministres et détroqués de l'Association susmentionnée ont tout simplement obéi à un esprit d'étroit sectarisme.

En voici peut-être l'explication, bien que le libre examen dont se targuent les protestants soit déjà par lui-même une source très féconde d'intransigeance persécutrice. Les protestants italiens ont partie liée avec les francs-maçons. Dès lors, aucun sectarisme ne peut plus nous étonner.

Nos lecteurs savent qu'il y a en Italie deux maçonneries concurrentes, celle qui a son siège au Palazzo Giustiniani et celle dont la façade décore la Piazza del Gesù. C'est avec les premiers que collaborent les protestants américains et leurs suppôts italiens. Le chef et le sous-chef de la Mission américaine : Ferrari et Nitti (cousin de l'ex-président du Conseil) sont frères giustinianiens ; le fils de ce pasteur Nitti est lui-même pasteur à Trente et il a installé le temple maçonnique dans son église évangélique. La *Rivista massonica*, organe de la même clique maçonnique, affirme dans son numéro de décembre dernier, que tous les protestants d'Italie sont aux ordres (*all'obediencia*) du G. . . M. . . Torrigiani.

Pauvres protestants ! Ce petit texte, qui est loin d'être isolé et que nous donnons à titre d'exemple, montre que chez eux le négatif, c'est-à-dire l'anticatholicisme, qui leur est commun avec la maçonnerie, l'emporte sur le positif, sur ce qui leur reste de foi et de religion chrétiennes.

L'exclusion de l'ex-député Méda

Nous avons publié récemment la manifeste du Parti populaire à son entrée en campagne électorale. Il réaffirmait les raisons d'être sociales et démocratiques de ce parti, et concluait à la nécessité d'obtenir à la Chambre une représentation aussi importante que possible sous le régime de la nouvelle loi électorale, qui assure d'avance un minimum de deux tiers des sièges à la liste prépondérante, laquelle ne peut être cette fois que la liste gouvernementale, la liste fasciste.

Assez nombreux furent les catholiques influents qui estimèrent que la direction du Parti populaire commettait une grave erreur de tactique et même une sorte d'injustice envers Mussolini, son gouvernement et le fascisme. On ne déclare pas la guerre à un parti et à un homme qui sont en train de sauver le pays. Plusieurs se désolidarisèrent publi-

quement des dirigeants actuels du Parti populaire auquel ils avaient donné quatre années de leur vie politique et à l'esprit duquel, prétendent-ils, ils restent fidèles inaltérablement.

De tous ces désistements, le plus significatif est, sans doute, celui de Méda, ancien ministre, représentant le plus autorisé de la pensée « populaire ».

Voici en quels termes il écrivait au bureau milanais du Parti populaire où devaient être présentés et approuvés les candidats.

Monsieur le Secrétaire,

Je suis avisé de la réunion de demain, au cours de laquelle le comité provincial statuera sur les candidatures.

Pour le cas où quelqu'un aurait l'intention de proposer mon nom, je vous prie de rappeler à l'assemblée que je n'ai pas l'intention, comme je l'ai dit à plusieurs reprises, d'accepter de candidature pour les élections prochaines, et cela à cause de diverses raisons, les unes d'ordre personnel, les autres d'ordre général. On ne fera donc que m'obliger en ne présentant pas mon nom. Que si, malgré mon désir, quelqu'un propose ma candidature, je prie le comité de ne point recevoir cette proposition. Si cependant le comité ne croyait pas devoir tenir compte de ma prière, je l'avertis dès maintenant que, sauf décision nouvelle et meilleure, par souci de loyauté, je n'accepterai de candidature que sur l'assurance formelle qu'on ne lui donnerait pas d'autre signification que celle qui est conforme à mon dernier article paru dans la *Civitas* sur le Parti populaire. C'est-à-dire que la liste à laquelle j'appartiendrais n'aurait aucun caractère d'opposition à la liste gouvernementale, et que toute l'intention du Parti populaire en se présentant devant le corps électoral serait d'obtenir, dans la minorité légale, la place que lui assigne son importance.

Il est inutile que j'expose ici les raisons de cette manière de voir, d'ailleurs concordante avec les idées que j'ai exprimées durant cette période de notre vie nationale et spécialement avec l'attitude que j'ai prise dans la discussion de la loi électorale.

Permettez-moi, Monsieur le Secrétaire, de vous faire remarquer que la nature de ma déclaration rend nécessaire que vous en donniez communication au comité de la circonscription électorale et peut-être à la direction du Parti afin que l'un et l'autre sachent à quoi s'en tenir au cas où ma candidature serait proposée à leur approbation.

J'espère que vous et tous les amis du Parti populaire comprendrez que ma décision m'est dictée par le devoir. D'autant plus que des discours électoraux de chaque candidat me paraissent, cette fois, inopportuns, je n'aurais pas l'occasion de préciser ma pensée, si le développement de la lutte électorale le rendait utile ou nécessaire. Tandis que par cette lettre, j'aurai prévenu dès à présent les équivoques, et les malentendus toujours nuisibles, mais tout spécialement en une période comme celle que nous traversons.

Agréez, Monsieur le Secrétaire, mes meilleures salutations et l'assurance de mon dévouement très affectueux.

PHILIPPE MÉDA.

La candidature de Méda fut, malgré tout, présentée. Et l'on comprend ce désir de la majorité des électeurs populaires de voir un tel nom en tête de leur liste. La direction du Parti fut donc appelée à délibérer sur les conditions posées par l'ancien ministre des finances.

Le communiqué officiel de cette délibération est on ne peut plus laconique. Voici tout ce qu'il nous apprend concernant le cas Méda : « La direction du Parti populaire, déférant au désir de M. Méda, a décidé de ne pas insister pour qu'il se représente au corps électoral de Lombardie. »

LOUIS PICARD.

Aux Grandes Conférences Catholiques

Le mardi 4 mars, conférence de M. Maurice Paléologue : *L'avenir de la Russie*.

Le mardi 11 mars, conférence de MM. Jérôme et Jean Tharaud : *La nouvelle Jérusalem*.

ÉTATS-UNIS

La Presse

Résumé d'un article de Bernard Faij : « Les États-Unis et leurs jugements sur l'Europe. La Presse », dans le CORRESPONDANT du 10 février.

La presse a un rôle souverain aux États-Unis. Elle se mêle de tout et pénètre partout. Sciences, érudition, voyages, politique, société, géologie, généalogie, optique, théologie : on trouve de tout cela dans un journal américain. Dès ses débuts, la presse américaine a mis au premier rang : *le fait* ; et ce caractère elle l'a gardé. Elle a été de tout temps « un catalogue de la vie ». Prenons un des plus immenses (jusqu'à quarante pages !) journal d'Amérique : le *New York Times* ; toutes ses rubriques, y compris celle de la vie intellectuelle, sont rédigées « en vue du fait et pour le fait ». Pas de chroniques, pas de dissertations, un simple répertoire de ce qui se passe dans chaque domaine. Une seule page d'articles, volontairement ternes et fort effacés : de brefs commentaires sur ce qui se passe ; et c'est tout.

Les annonces jouent un rôle énorme : aussi submergent-elles tout le journal. Ce sont elles qui le font vivre, qui parfois sont pour lui une véritable mine d'or. Le *New York Times* se fait annuellement quatre millions de dollars de bénéfices nets par les annonces. Aussi ce département est-il particulièrement soigné : dans les universités il existe des chaires spéciales consacrées à enseigner la rédaction des annonces, et, à la grande école de journalisme de Columbia University, une place prépondérante est réservée à la publicité. Il existe en Amérique une véritable littérature d'annonces où plusieurs tendances cherchent à se faire jour : l'une montre la valeur de l'objet par un dessin analytique ; l'autre vise à fasciner, à suggestionner en trouvant une devise qui obsède ; une troisième s'attache à étonner et à surprendre, comme cette mystérieuse inscription sur fond mi-parti jaune et blanc, qui l'été dernier se rencontrait partout en Californie : « Demandez à notre cousin de Oakland, il est au courant ». Renseignements pris, il s'agissait d'une réclame de Henry Ford, le grand fabricant d'automobiles ! Pour donner une idée du champ immense qu'embrasse en Amérique la publicité, citons ce fait que le *Chicago Daily News* a, de janvier à août 1923, publié 9.676.876 lignes de publicité, dont 3.900.000 pour les magasins de nouveauté, 1.500.000 pour le vêtement, 80.000 pour le livre, 49.000 pour les églises, etc.

Une marche fatale entraîne la presse américaine vers un état de plus en plus industriel ; les journaux, propriété d'un journaliste ou d'un groupe d'individus, disparaissent graduellement, y compris ceux qui ont longtemps lutté pour réagir contre cette industrialisation et conserver leur caractère individuel. Presque toute la presse est répartie aujourd'hui entre des groupes dont les plus fameux sont le groupe Hearst et le groupe Scripps-Howard. Le premier comptait, en octobre 1923, vingt quotidiens et treize journaux du dimanche. Le groupe Scripps-Howard dispose de vingt-sept journaux, dont la plupart dans le Sud. Le premier est de beaucoup plus fortement centralisé que le second : « Hearst fait manœuvrer toutes ses forces comme un régiment bien dressé ». Ajoutons que ce dernier possède, outre ses trente-trois journaux : trois agences de nouvelles, quatre syndicats pour la vente de photos et films, cinq pour la vente d'articles, dessins, etc., et neuf revues dont deux en Angleterre. L'agence de renseignements « United Press », appartenant au groupe Scripps-Howard, envahit aussi le Canada et l'Angleterre. Le *Chicago Tribune* vend ses câbles à plus de trente-cinq quotidiens, dont certains paraissent à Berlin, à Dantzig, à Vienne et à Paris (*Le Matin*). On le voit : ces organismes puissants poussent leurs tentacules bien loin à travers le monde.

Les journaux américains publient sur l'Europe des renseignements innombrables. Le choix de ces nouvelles est baroque et fixé seulement par l'idée qu'on se fait en Amérique de telle ou telle nation. Par ignorance, les comparaisons naïves, les raisonnements basés sur des malentendus ou des quiproquos abondent. Tel journal va gravement comparer la frontière canalo-américaine désarmée d'un accord tacite avec la frontière... franco-allemande ! et édifiera là-dessus toute une argumentation. Les fondements sont ignorés, les cadres de la pensée manquent. La prose d'un journal américain est un kaléidoscope : « tout semble précis, mais rien en réalité ne s'emboîte exactement dans l'objet voisin, et le tout est seulement une vaste masse colorée en mouvement qui tend obscurément vers une organisation et une idée non perçues par l'auteur, non perçues par le lecteur et que peut-être jamais personne ne dégagera ».

Entre la presse française et celle des États-Unis il semble presque qu'il y ait incompatibilité d'humeur ; rien de ce qui s'imprime en France n'est reproduit en Amérique, et « dans toutes les salles de rédaction américaines on entend des paroles de suspicion et des jugements d'une sévérité extraordinaire sur notre presse ». Cela tient en partie à ce qu'aucun journal français, sans « aucune exception » n'a de service de renseignements sur l'étranger bien organisé, à tel point que s'il n'y avait à Paris deux journaux américains, il serait impossible de savoir ce qui se passe aux États-Unis. D'autre part, une fois hors de New-York, on ne trouve plus aucun journal français. « Les plus noires rumeurs courent à New-York et à Chicago sur la presse française ». La presse française et celle des États-Unis écrivent à proprement parler « dans des langues différentes » : elles ont « des orientations absolument opposées » ; la presse française « veut donner à penser » et « donne tout son soin aux commentaires » ; l'américaine « entasse les faits, dresse un catalogue, répand un fleuve de nouvelles », alors que le journal français « ne trace qu'un schéma ». Résultat : des deux côtés de l'Atlantique, règnent dans ce domaine « une ignorance réciproque et une mésestime, injuste en somme ». Au point de vue des relations internationales, cette incompréhension a de très graves résultats. Deux correspondants de l'Agence Havas à part, la France n'a personne pour la représenter auprès des journaux américains, alors que ces derniers entretiennent à Paris un grand nombre de correspondants tous américains. D'autre part, de multiples liens unissent les feuilles anglaises et celles d'Amérique : le *Times* ou la *Westminster Gazette* sont constamment commentés aux États-Unis : ils sont lus dans tous les clubs, et souvent même les journalistes employés par les Américains sont anglais. Entre presse américaine et presse anglaise de nouveaux liens ne cessent de se nouer. Si, faisant bloc, elles disposaient un jour de l'opinion du monde, cela « nous mettrait sans coup férir dans l'impossibilité de nous faire entendre ». Pareille infériorité pourrait coûter cher à la France en cas de crise internationale. Il faut à la France des représentants de journaux dans le Nouveau-Monde. Il faudrait pour le moins à Paris, ne fût-ce qu'un journal de grande et puissante information, qui servirait des « faits », puisque c'est avec les « faits » que les Américains comptent avant tout le reste et puisque toute discussion, toute explication leur est suspecte. Si l'on n'y réussit point, « les masses s'éloigneront de nous ».

« Or les masses votent ». Et elles peuvent devenir dangereuses.

La Prohibition

Résumé d'un article de John Erskine, « L'imbroglio de la Prohibition », dans le NORTH AMERICAN REVIEW de février 1924 :

Certains Américains croient en la Prohibition, d'autres s'y opposent ; mais une très grande majorité du peuple américain est certainement en faveur de la tempérance. En vue de cela, il est regrettable que le législateur, au lieu de recourir à la défense (non de boire, il est vrai, mais de « fabriquer, vendre ou transporter » des boissons alcooliques) n'ait pas tout bonnement fait appel à la population, lui demandant de s'abstenir de boire pour le bien du pays. Un étudiant a rappelé au professeur Erskine que durant la guerre un appel avait été lancé, invitant à s'abstenir de faire des promenades en auto le dimanche, pour économiser la gazoline. Cet appel fut suivi partout. Pourquoi, demanda l'étudiant, n'avoir pas procédé dans cette question de la Prohibition, de façon analogue ? La loi actuelle a plusieurs conséquences funestes : les riches ont pu s'approvisionner « légalement » en alcool pour les années à venir, alors que les pauvres n'en avaient pas le moyen, d'où ressentiment à l'égard des riches qui ne font que grandir à mesure que leurs stocks de boisson ne diminuent pas (et pour cause !) ; la loi est constamment tournée, circonstance qui ne contribue pas peu à diminuer le respect des lois en général ; enfin, — chose bizarre ! — alors que le « prohibitionniste » à outrance est généralement doublé d'un pacifiste, cela ne l'empêche pas dans la poursuite de sa marotte d'adopter à l'égard d'autres nations une ligne de conduite qui peut ne pas être exempte de dangers. « Nous fîmes une fois la guerre à l'Angleterre, parce qu'elle voulait perquisitionner sur nos vaisseaux, mais après tout, elle recherchait ses propres citoyens, alors que nous recherchons le whiskey d'autrui ». En dictant à des vaisseaux étrangers les conditions dans lesquelles ceux-ci pouvaient ou ne pouvaient pas apporter dans les ports américains des boissons alcooliques, même mises sous scellés, les Américains ont fait tout en leur pouvoir pour « offenser de fières nations avec des traditions

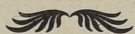
navales plus longues que les nôtres et un passé de légalité et d'ordre que nous n'avons pas seulement commencé à égaler ».

Avec leurs procédés les Etats-Unis font sur le reste du monde une impression d'arrogance maladroite, « de mépris pour les droits du voisin, de suffisance quant à notre propre vertu, d'ignorance en ce qui concerne la nature de la vertu et aussi les bonnes manières ».

Que faut-il faire alors ? « La chose idéale » serait de tout recommencer, sincèrement et intelligemment ; se rendre exactement compte de ce que le peuple veut, et faire une loi qui y corresponde avec précision. Car la loi est vague ; elle ne défend pas de boire : elle ne défend que la fabrication des boissons. Peut-être pourrait-on faire une différence entre le whiskey d'un côté, la bière et le vin de l'autre ; peut-être pourrait-on laisser une certaine latitude aux institutions locales.

Mais la méthode la plus sage gît en dehors de la législation proprement dite : on devrait retourner à la noble doctrine de tempérance telle qu'elle a été professée par les grands Grecs, les grands Hébreux, les saints du Moyen Age, les fondateurs de notre pays. La vertu de la tempérance nous protégerait contre les maux résultant de la boisson — et contre combien d'autres encore ! Nous n'aurions plus besoin d'une interdiction spéciale pour chaque péché, puisqu'une vertu centrale nous délivrerait de tous !

Comme je voudrais que les moralistes de ma génération développent plus d'amour pour la vertu et moins de curiosité à pourchasser le vice ! Quant à la Prohibition, ce n'est après tout rien de mieux que de la prudence qui se protège, une crainte que quelque chose ne nous arrive : un parapluie et des caoutchoucs...



RUSSIE

Six ans de bolchévisme

Résumé d'un article du Comte W. Kokoutzoff (1) : « Sixième année de dictature bolchévique », dans la REVUE DES DEUX-MONDES du 15 février 1924.

La Russie vient de vivre une sixième année sous le régime bolchévique. L'année qui vient de s'écouler n'a apporté aucune modification essentielle aux conditions de la vie russe. « Le régime parasitaire qui étouffe et qui ruine le pays subsiste ». Comme précédemment, l'Etat soviétique ne continue à vivre que sur le paysan et à ses dépens. La fortune rurale est mise en coupe réglée au profit du régime par trois moyens surtout : 1) contributions très lourdes ; 2) politique des prix qui tend à élever autant que possible les prix des objets fabriqués par l'industrie « nationalisée » et à abaisser les prix des produits agricoles ; 3) exportation des céréales achetées à bas prix aux paysans.

D'après des données soviétiques officielles, la récolte des céréales en 1923 s'élève à 2.153 millions de pouds, soit 55 pour cent environ de celle de 1913. Le rendement par hectare a fortement baissé depuis 1922. Pareille récolte est notoirement insuffisante pour nourrir la population dont les besoins se chiffrent par 2.300 à 2.400 millions de pouds. Cela n'empêche nullement que les impôts qui grèvent la classe paysanne aient atteint un niveau tel que le Gouvernement soviétique reconnaît officiellement que les limites de la capacité du contribuable ne permettent guère de le dépasser. Dans la province de Tambow, par exemple, la récolte a donné 30 pouds de céréales par habitant ; sur ces trente pouds les impôts divers en ont absorbé dix-sept. Or les treize pouds qui restent sont totalement insuffisants pour l'alimentation, sans parler du reste. L'unification des impôts qui frappent le paysan, unification opérée à la suite d'un vœu émis au XII^me Congrès communiste, ne l'a pas soulagé : c'est plutôt le contraire qui a lieu. L'impôt agricole unique ne tient compte ni de la capacité du contribuable, ni de l'importance de la récolte ; aussi en certains endroits a-t-il atteint jusqu'à plus de cinquante pour cent de la récolte.

La politique des prix a eu pour résultat une baisse extraordinaire du prix des céréales et une hausse ininterrompue des prix des produits de l'industrie « nationalisée ». Les prix des produits fabriqués ont atteint un niveau deux à trois fois supérieur à celui des prix d'avant-guerre ; pour certains objets de grande consommation l'augmentation a même été de dix à vingt fois. A cette hausse le paysan répondait

par une restriction de la consommation, en produisant lui-même les objets dont il avait besoin et en s'adressant aux petits industriels villageois. Mais cette restriction avait des limites : et au cours de 1923 les achats par les paysans des objets de l'industrie nationalisée ont atteint la valeur totale de trois cents millions de roubles-or. Les objets ainsi acquis ont coûté au paysan deux fois plus qu'ils ne lui auraient coûté avant la guerre, et les ressources prélevées sur lui de ce chef sont allées combler une partie des déficits de l'industrie « nationalisée ».

Nous avons vu que la récolte de 1923 était insuffisante même pour assurer les besoins du pays. Si donc le Gouvernement des Soviets avait voulu se placer sur le terrain des intérêts de l'Etat, il n'aurait toléré aucune exportation de céréales et aurait distribué entre les régions à récolte insuffisante les excédents de la récolte dans d'autres parties du pays, notamment en Ukraine. C'est le contraire qui a eu lieu. De grandes quantités de blé ont été transportées à l'étranger : simple moyen de remplir le Trésor soviétique en achetant aux paysans leurs céréales à vil prix (ces prix étaient fixés d'avance de façon quasi irrévocable et ne dépassaient pas trente ou quarante pour cent de ceux d'avant-guerre) et en revendant ces céréales à l'étranger à des prix élevés.

Somme toute, pour plaire à la politique communiste le paysan doit renoncer aux dépenses de première nécessité. C'est le cas même pour la Petite-Russie (Ukraine), où la récolte a été satisfaisante ; les paysans y disposent en moyenne, après paiement des impôts, de quatorze roubles cinquante-cinq cop. par an et par tête, alors que les dépenses de première nécessité représentent vingt-cinq roubles soixante cop. Le paysan n'y peut donc acheter ni cheptel, ni chaussures, ni vêtements, ni graisses, ni pétrole !

Son outillage agricole décroît ; le nombre de ses chevaux et de ses bêtes à cornes ne fait que diminuer.

Toute la politique soviétique à son égard ne vise qu'à un seul but : le charger, lui seul, de l'entretien de tout l'appareil soviétique, de l'industrie « nationalisée », des transports et du commerce extérieur. Et ce système d'exploitation est condamné non seulement à continuer mais à devenir de plus en plus intense.

Passons à l'industrie soviétique. Cette industrie « nationalisée » est déficitaire ; elle vit en consommant son outillage et ses capitaux ; elle tire aussi ses ressources de la caisse de l'Etat sous forme de grosses dotations budgétaires et des crédits qui lui ont été ouverts par la Banque d'Etat et la Banque industrielle de crédits à l'industrie. Le travail d'un grand nombre d'établissements industriels ayant été arrêté conformément à un plan dit de « concentration », les stocks et en partie l'outillage de ces établissements sont transportés dans les usines et fabriques qui continuent à travailler. Le nombre des entreprises arrêtées est considérable. D'autres fois les établissements industriels dilapident, pour continuer d'exister, leurs propres capitaux de fond et capitaux de roulement. L'industrie métallurgique, par exemple, a, d'après des données soviétiques, perdu depuis sa « nationalisation » presque tout son capital de roulement et une partie considérable de son capital de fond : cinq cents millions de roubles-or d'après les évaluations officielles.

Somme toute, les déficits de l'industrie « nationalisée » en 1922-1923 atteignent au bas mot quarante pour cent de la valeur de sa production.

Pourquoi l'industrie soviétique ne peut-elle travailler qu'avec de pareils déficits ? Les raisons en sont plusieurs : coût de production extrêmement élevé ; bureaucratisme (dans le mauvais sens du mot) de l'organisation communiste de l'industrie ; suppression du facteur important de l'intérêt personnel qui guidait l'industriel-propriétaire ; favoritisme dans la distribution des postes supérieurs et indépendants ; etc. Les facteurs de l'impuissance dans laquelle se débat l'industrie soviétique sont organiquement liés au régime communiste, et l'industrie nationalisée sera condamnée au déficit tant que durera ce régime.

Pour ce qui est des finances soviétiques, les seules données officielles dont il convient de tenir compte concernent l'exécution des budgets des recettes et des dépenses d'Etat. Ces données, le Gouvernement des Soviets n'a commencé à les publier que tout récemment. Pour l'exercice 1922/1923, premier semestre, les recettes ont été de 193,7 millions de roubles-or, au lieu de 223,7 millions prévus ; les dépenses de 452,1 au lieu de 538,7 prévus ; soit un déficit de 258,5 millions de roubles-or ou de 57,2 pour cent du total des dépenses. Les chiffres pour le second semestre paraissent devoir être pires encore. Le seul moyen de combler ces déficits, les entreprises et les domaines d'Etat n'étant d'autre part eux aussi qu'une source de déficits permanents,

(1) Ancien ministre des Finances russe, ancien Président du Conseil.

reste l'émission du papier-monnaie à jet continu. Au 1^{er} octobre 1923, les roubles soviétiques en circulation avaient atteint le chiffre de vingt-deux quadrillions valant cinquante-quatre millions de roubles-or, alors qu'au 1^{er} janvier 1923 il y avait en circulation deux quadrillions de roubles soviétiques, dont la valeur était de cent millions de roubles-or. On voit par là ce qu'avait dégringolé dans l'intervalle le rouble soviétique.

Pour éviter le paiement d'une partie des crédits inscrits au budget, le Gouvernement des Soviets a recours à plus d'un subterfuge. C'est ainsi que certains crédits sont inscrits au budget en roubles-or, mais payables aux intéressés en roubles soviétiques à des cours antérieurs au jour du paiement. Étant donné que le cours du rouble baisse sans interruption, cette méthode n'est qu'une nouvelle spoliation après tant d'autres. La création du *tchervonetz*, cette monnaie nouvelle, soi-disant couverte par de l'or dans une proportion d'un pen plus de cinquante pour cent, est un autre de ces procédés pour couvrir les déficits aux dépens de la population ; et on peut déjà prévoir que le jour viendra où le *tchervonetz* rejoindra le rouble soviétique.

En analysant la structure et l'état économique de la Russie des Soviets, on constate qu'il y existe deux régimes économiques : le premier, étatiste et communiste, s'étend sur la grande industrie, les transports, le crédit, le commerce extérieur ; l'autre est le régime de l'initiative privée qui est à la base de l'agriculture, du commerce intérieur libéré par la « nouvelle politique économique » décrétée en mai 1921 et de la petite industrie. Le second est productif, mais le premier purement déficitaire. Or celui-ci, régime parasitaire, vit en s'alimentant des ressources qu'il tire uniquement de celui-là : le travail dû à l'initiative privée. Dans ces conditions, la ruine de l'économie paysanne, base économique de l'Etat russe, continue. « Voilà pourquoi, en luttant contre le régime soviétique et contre toutes ses manifestations dans le domaine politique, économique et financier, nous luttons contre les ennemis du peuple russe, contre le régime destructeur des forces vitales du pays. » Du reste, « nous le combattons de toutes nos forces » aussi « parce qu'il a supprimé les libertés les plus élémentaires, parce qu'il ne représente pas le peuple russe, parce que c'est un régime antinational ».

Politique extérieure

Résumé d'un article de J.-A. Legros : « L'Avance des Soviets en Asie », dans le JOURNAL DES ÉCONOMISTES du 15 janvier 1924.

En Asie, les Soviets ont recouru à une infiltration « insidieuse, lente mais sûre », qui leur a procuré des alliances avec les Mongols dans l'Extrême-Orient, les Arabes dans l'Irak, les Afghans, les Kémalistes.

Ce mouvement devint apparent en septembre 1922, quand Moscou envoya des félicitations au Gouvernement d'Angora, à l'occasion des victoires turques, le félicitant d'avoir balayé les obstacles sur la route de Constantinople et l'assurant que désormais « les puissances impérialistes » trouveraient devant elles « un front unique de la Baltique à l'Océan Indien ».

Quelques jours après on apprit que Moscou avait absorbé la « République de Tchita ». A la fin de septembre, on savait que le Turkestan était complètement sous la domination de Moscou. Les secours en armes, en munitions et en espèces fournis par les Soviets à l'armée turque, sont encore présents à toutes les mémoires.

Un traité fut conclu entre Moscou et Téhéran, ayant pour but de permettre aux Soviets d'attaquer la Mésopotamie en passant par la Perse.

« Citadelle du monde prolétarien armé », le Gouvernement bolchévique a offert une alliance à la Chine contre les desseins militaristes du Japon et des autres pays capitalistes.

Le 16 janvier 1923, la Chambre de Commerce Orientale, cette même Chambre de Commerce qui, aux termes d'une circulaire secrète de Lénine aux camarades allemands, devait permettre à la Russie soviétique de réaliser ses projets dans l'Asie centrale et dans l'Inde, tenait à Moscou sa première séance, séance à laquelle assistaient les représentants de la Turquie, de l'Afghanistan, du Boukhara, du Khiva, de la Mongolie et de la Perse. A la fin de janvier, l'influence de Lénine provoquait un état anarchique en Mandchourie, en février, la chute du ministère anti-communiste persan.

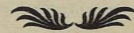
On pourrait citer bien d'autres faits analogues.

Et pourtant, lorsque le Gouvernement français eut constaté l'existence d'un complot international communiste, le Sénat, à la majorité des voix, acquitta les conspirateurs !

Les gouvernements européens ne sont pas sans savoir que Moscou verse des fonds de propagande à certains de leurs nationaux pour faire œuvre de guerre sociale à l'intérieur et d'assujettissement aux dictateurs du Kremlin à l'extérieur. « L'appel de Moscou s'adresse tout à la fois aux populations dont le développement culturel est en retard et à toutes les personnes qui dans les civilisations les plus avancées sont restées dominées par des survivances ou frappées d'atavisme, sont reportées aux types de leurs ancêtres ». C'est une nouvelle invasion des barbares qui se prépare (1).

(1) D'accord avec les conclusions générales de cet article, je crois tout de même devoir faire des réserves sur certains des faits avancés, comme le secret soviéto-persan, etc. Dans d'autres cas, comme pour la « République de Tchita » et pour le Turkestan, il ne s'agit que d'une reprise de territoires, appartenant depuis longtemps à la Russie et temporairement aliénés. A noter aussi que dans toute l'étendue de l'ancien Empire, nous assistons en ce moment à une éclosion de nationalismes locaux qui, en fin de compte et probablement sous peu, seront autant d'éléments puissants de désagrégation. Partout : en « Ukraine », en Russie-Blanche, en Transcaucasie, dans le Turkestan, dans la nouvelle « République Bouriato-Mongste » (Transbaikalie), etc., les langues et dialectes locaux prennent une formidable extension, sont introduits dans l'appareil administratif, à l'école et dans peu d'années en auront tout à fait expulsé la langue russe. On voit les conséquences possibles, bien plus, probables et même certaines de cet état de choses. Avec le régime soviétique, la Russie est condamnée à se désagréger définitivement au premier grand choc venant de l'extérieur. Dans ces conditions, le danger indubitable que peut présenter la propagande communiste dans le Proche-Orient et l'Extrême-Orient en paraissant de beaucoup diminué.

C. P.



Catholiques Belges

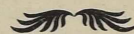
soutenez notre effort

d'apostolat intellectuel

ABONNEZ-VOUS à la

Revue Catholique des idées et des faits

la plus importante revue belge
renseignant sur tous les pro-
blèmes religieux, politiques, so-
ciaux, littéraires, artistiques.



Caisse générale de Reports et de Dépôts

SOCIÉTÉ ANONYME

SIÈGE SOCIAL :

BRUXELLES, 11, RUE DES COLONIES, 11

Capital : 20.000.000 Réserves : 22.000.000

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE :

Comptes de Chèques et de Quinzaine.

Dépôts de Titres et de Valeurs.

Lettres de Crédit.

Prêts sur Titres.

Coffres-Forts.

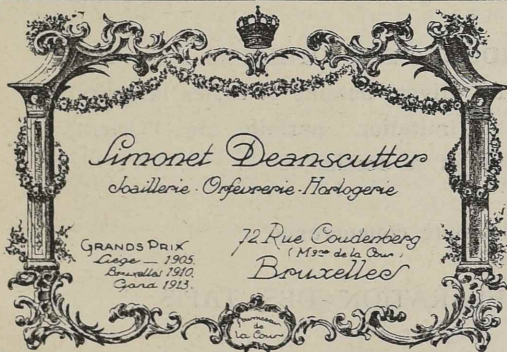
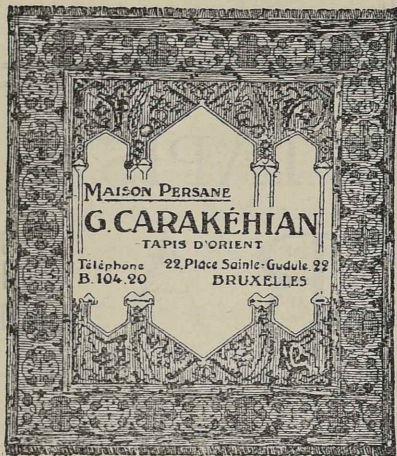
BUREAUX DE QUARTIER :

Bureau A : Place Bara, 14, Cureghem

Bureau B : Parvis Saint-Gilles, 33, Saint-Gilles

Bureau C : Place Saintelette, 26, Molenbeek

Bureau D : Rue de Tongres, 60-62.



L'ESCAUT

COMPAGNIE D'ASSURANCES MARITIMES

CONTRE

**l'Incendie et
les accidents
de toute nature**

FONDÉE A ANVERS EN 1821

AU CAPITAL DE **4,200,000 Francs**

Agences dans tout le pays

SIÈGE SOCIAL A ANVERS

10, rue de la Bourse, 10

Directeur : N. DIERCXSENS

A la Grande Fabrique



E. Esders

26, rue de la Vierge Noire, 26

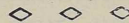
Bruxelles



Maison fondée en 1877

Téléphone 3003

Diplôme d'honneur à l'Exposition de Bruxelles en 1910



Vêtements pour hommes, dames et enfants

Livrées et uniformes. Vêtements de sports et voyages.
Lingerie. Bonnetterie. Chapellerie. Ganterie. Chaussures.
Cannes. Parapluies. Fourrures. Modes.

CHOCOLAT**DUCCANVERS**LA GRANDE
MARQUE BELGE

La marque qui se trouve sur tous nos Gramophones et Disques.

C'est le symbole de la suprématie

Demandez nos Catalogues et l'adresse du revendeur le plus proche

C^{ie} française du Gramophone
BRUXELLES
171, Boul. Maurice Lemonnier
65, rue de l'Écuyer
42, Place de Meir. — Anvers

VAN CAMPENHOUT Frères et Sœur

MAISON FONDÉE EN 1873

-: **François VAN NES** Successeur :-
13, RUE DE LA COLLINE, BRUXELLES TÉL. : 227.64

TYPOGRAPHIE — LITHOGRAPHIE — PAPETERIE — MAROQUINERIE
FABRIQUE DE REGISTRES — COPIE-LETTRES
CHAPELETS — ARTICLES DE BUREAU — LIVRES DE PRIÈRES

Usine électrique : 36, RUE VANDERSTRAETEN

Soleil ou pluie
"NUGGET"
luit

"NUGGET" POLISH

LA MAISON DU TAPIS

**BENEZRA**

Rue de l'Écuyer. 41-43, BRUXELLES

TÉLÉPHONE 271.15



TAPIS D'ORIENT, anciens et modernes. MOQUETTES UNIES tous les tons.
TAPIS D'ESCALIERS et D'APPARTEMENTS (divers dessins et toutes largeurs).
CARPETTES DES FLANDRES et autres (imitation parfaite de l'Orient).
: : : : TAPIS D'AVIGNON unis et à dessins. : : : :

Les prix défont à qualité égale toute concurrence

ATELIER SPÉCIAL POUR LA RÉPARATION DES TAPIS